

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1319

22 mai 2014

SOMMAIRE

Altus International S.A.	63303	Insulation Operations Holdings S.à r.l. ...	63280
Devaux & Associés S.à r.l.	63304	International Cable Holdings S.à r.l.	63270
Devaux Audit & Tax	63304	International Entertainment S.A.	63281
G.D.E. Finances S.à r.l.	63267	Inventage Belux S.à r.l.	63270
Golden Share S.A.	63270	Investway S.A.	63294
Greatoo (Europe) Holding S.à r.l.	63294	Isviken S. à r.l.	63266
GRL Carrelages S.A.	63280	ITT S.à r.l.	63303
GSG Athena S.à r.l.	63266	IT Works S.A.	63294
GTB Global Assets S.A.	63271	Jabo Trans S.à r.l.	63294
HEALTH Luxembourg INVEST	63267	Jaws Investments S.A.	63280
Hobuch International Sàrl	63266	JM IT S.à r.l.	63303
Hôtel-Restaurant de l'Ecluse Christian et Désirée Albert	63271	José de Mello International	63280
HSBC Trinkaus Investment Managers SA	63271	Jupiter Merlin Funds	63312
I.D.S. Distribution Service Sà r.l.	63270	Karmon S.à r.l. SPF	63295
IKE Investments S.A.	63266	KCS S.à r.l. - SPF	63281
IKE Investments S.A.	63266	Kirchbergsee 4 V V S.à r.l.	63295
Ilim Holding Luxembourg S.à r.l.	63279	Round Square Cube S.à r.l.	63305
Immeuble du Pêcheur AG	63270	T & C International S.A.	63304
Immo Color S.à r.l.	63280	TFL Luxembourg Holdings S.C.A.	63304
Indigo Capital IV S.à r.l.	63267	Villars Invest S.A.	63293
Indigo Capital V S.à r.l.	63294	Vimur S.A.	63308
		VIP Holding S.à r.l.	63308

IKE Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 136.386.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour IKE INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014041511/11.

(140048132) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

IKE Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 136.386.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 21 février 2014

Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez noter que les adresses professionnelles de Mme Katia CAMBON, M. Sébastien ANDRE et M. Franck BETH, se situent désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 21 mars 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour IKE INVESTMENTS S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014041510/16.

(140047765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Isviken S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 4.876.500,00.

Siège social: L-1461 Luxembourg, 27, rue d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 150.737.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2014.

Référence de publication: 2014041509/10.

(140047634) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Hobuch International Sarl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-5832 Fentange, 25, Op der Hobuch.
R.C.S. Luxembourg B 136.874.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041494/10.

(140048270) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

GSG Athena S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 181.165.

EXTRAIT

Il résulte du transfert de part réalisé en date du 14 mars 2014, L'Associé unique de la Société transfère 55000 parts sociales à la société Greystar UK Portfolio I Investors, LLC, une société (Limited Liability Partnership) enregistrée au

Registre du Delaware sous le numéro 5411062, ayant son siège social au 1209 Orange Street, Trust Center, 19801 Wilmington, Delaware, Etats-Unis D'Amérique

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 21 mars 2014.

Référence de publication: 2014041481/14.

(140047996) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

HEALTH Luxembourg INVEST, Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 22, rue Goethe.

R.C.S. Luxembourg B 155.876.

Le bilan de la société au 31/12/2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2014041489/12.

(140048079) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Indigo Capital IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 93.363.

EXTRAIT

La société informe du changement suivant:

- L'actionnaire unique Indigo Capital IV L.P. a désormais son siège social à l'adresse suivante: 33 St James's Square, Londres, SW1Y 4JS, Royaume Uni.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041503/14.

(140047774) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

G.D.E. Finances S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3327 Crauthem, 8, Zone Industrielle Am Bruch.

R.C.S. Luxembourg B 185.439.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le treize mars.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, en remplacement de Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, actuellement empêché, lequel aura la garde de la présente minute.

A COMPARU

Monsieur Gad David Elfassy, demeurant 26, Avenue Gilles - F-94340 Joinville-le-Pont, ici représenté par Monsieur Willem VAN CAUTER, Réviseur d'Entreprises, demeurant professionnellement à Strassen, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le comparant et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être formalisée avec elles.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après "La Société"), et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après "La Loi"), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après "les Statuts"), lesquels spécifient en leurs articles 7, 10, 11 et 14, les règles exceptionnelles s'appliquant à la société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Art. 2. La société a pour objet de participer activement dans la gestion d'autres sociétés pour l'exercice de la fonction d'Administrateur, de Gérant et/ou d'autres fonctions.

La société a pour objet la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toutes entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères, l'acquisition de tous titres et droits par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière et notamment l'acquisition de brevets et licences, leur gestion et leur mise en valeur, l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse, de tous concours, prêts, avances ou garanties, enfin toute activité et toutes opérations généralement quelconques se rattachant directement ou indirectement à son objet.

La société peut réaliser toutes opérations industrielles, commerciales, techniques, financières, mobilières ou immobilières en relation directe ou indirecte avec tous les secteurs prédécrits, de manière à en faciliter l'accomplissement.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La Société aura la dénomination: "G.D.E. FINANCES S.à r.l."

Art. 5. Le siège social est établi à Crauthem.

Il peut-être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 6. Le capital social est fixé à EUR 12.500.-(douze mille cinq cent Euros) représenté par 125 (cent vingt-cinq) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 100.- (cent Euros) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.

Art. 7. Sans préjudice des prescriptions de l'article 6, le capital peut-être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés, en conformité avec l'article 14 des présents Statuts.

Art. 8. Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfiques de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

Art. 9. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Art. 10. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

Art. 11. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 12. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance. Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés. Le(s) gérant(s) sont révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de n'importe quel membre du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

Art. 13. Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous pouvoirs conférés à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quelque soit le nombre de part qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptés que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et se termine le 31 décembre, à l'exception de la première année qui débutera à la date de constitution et se terminera le 31 décembre 2014.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'année sociale, les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

Art. 17. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à celui-ci atteigne dix pour cent du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

Des acomptes sur dividendes peuvent être distribués à tout moment, sous réserve du respect des conditions suivantes:

1. Des comptes intérimaires doivent être établis par le gérant ou par le conseil de gérance,
2. Ces comptes intérimaires, les bénéfices reportés ou affectés à une réserve extraordinaire y inclus, font apparaître un bénéfice,
3. L'associé unique ou l'assemblée générale extraordinaire des associés est seul(e) compétent(e) pour décider de la distribution d'acomptes sur dividendes.
4. Le paiement n'est effectué par la Société qu'après avoir obtenu l'assurance que les droits des créanciers ne sont pas menacés.

Art. 18. Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

Souscription - Libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, le comparant préqualifié, Monsieur Gad David Elfassy, déclare souscrire aux 125 parts sociales et les libérer entièrement par versement en espèces, de sorte que la somme de EUR 12.500.- (douze mille cinq cents Euros) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

La comparante a évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ mille deux cents Euros.

Décision de l'associé unique

1) La Société est administrée par le gérant suivant: Monsieur Gad David Elfassy, demeurant 26, Avenue Gilles -F-94340 Joinville-le-Pont.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-3327 Crauthem, 8, Zone Industrielle Am Bruch.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: W. VAN CAUTER, M. SCHAEFFER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils le 18 mars 2014. Relation: LAC/2014/12357. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): I. THILL.

Référence de publication: 2014041460/129.

(140048125) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

International Cable Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 167.576.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041506/10.

(140048011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Inventage Belux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 24, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 113.764.

Les comptes annuels au 30/06/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Louis-Philippe Pirard / Jean Marc Kalaidjian.

Référence de publication: 2014041507/10.

(140048322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Immeuble du Pêcheur AG, Société Anonyme.

Siège social: L-7540 Rollingen, 121, route de Luxembourg.
R.C.S. Luxembourg B 97.695.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires de la société IMMEUBLE DU PECHEUR qui s'est tenue à Luxembourg, en date du 31 mai 2013.

Résolutions:

L'assemblée décide de nommer Mme Jacqueline SCHICKES, née le 14 août 1960 et demeurant à L-7450 Lintgen, 78 route Principale, en tant qu'administrateur et administrateur-délégué, en remplacement de Monsieur Robert SCHICKES, décédé en date du 15 décembre 2012.

Le mandat du nouvel administrateur et administrateur-délégué expira lors de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2015.

La résolution ayant été adoptée à l'unanimité, la totalité du capital étant représentée.

Luxembourg, le 31 mai 2013.

Lucie MAUSEN

Administrateur-délégué

Référence de publication: 2014041514/19.

(140047989) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

I.D.S. Distribution Service Sà r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4467 Soleuvre, 87, rue de Limpach.
R.C.S. Luxembourg B 54.862.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041499/9.

(140048218) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Golden Share S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 111.920.

Décisions prises lors de l'assemblée générale extraordinaire du 20 mars 2014

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 19-21 Boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, avec effet immédiat.

L'assemblée, après lecture des lettres de démission de leur fonction d'administrateur de:

- Monsieur Leonardo MIOCCHI, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, avec effet au 31 décembre 2013;

- Monsieur Vincent THILL, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, avec effet au 28 février 2014;

- Monsieur Giorgio BIANCHI, président, résidant professionnellement au 19-21, Boulevard du Prince Henri L-1724 Luxembourg, avec effet au 28 février 2014; décide d'accepter leur démission.

L'Assemblée décide de nommer comme nouveaux administrateurs, avec effet immédiat:

- Monsieur Dominique AUDIA, administrateur et président, né le 16 mars 1965 à Metz (France), résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

- Monsieur Antonio MAFRICA, administrateur, né le 28 juillet 1968 à Thionville (France), résidant professionnellement au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg;

- «CL MANAGEMENT S.A.», administrateur, société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 20, rue de la poste, L-2346 Luxembourg, inscrite auprès du registre du commerce et de sociétés de Luxembourg sous le n° B. 183 640;

leur mandat ayant la même échéance que celui de leurs prédécesseurs.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Citco C&T (Luxembourg)

Signature

Référence de publication: 2014041479/29.

(140047825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA, Société Anonyme.

Siège social: L-1748 Findel, 8, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 31.630.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HSBC Trinkaus Investment Managers SA

S. Moldenhauer / M. Boesen

Référence de publication: 2014041496/11.

(140048159) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Hôtel-Restaurant de l'Ecluse Christian et Désirée Albert, Société en nom collectif.

Siège social: L-5450 Stadtbredimus, Waistrooss.

R.C.S. Luxembourg B 30.798.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041493/9.

(140048443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

GTB Global Assets S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 185.425.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen.

On the fourteenth of March.

Before Maître Henri BECK, notary, residing in Echternach (Grand-Duchy of Luxembourg),

THERE APPEARED:

The company Luxglobal Services S.à r.l., having its registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 160.089,

hereby represented by Mr. Rob SONNENSCHNEIN, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, by virtue of a proxy given under private seal on March 12, 2014.

The said proxy, signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing company and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The appearing company, represented as aforesaid, has requested the officiating notary to enact the following articles of incorporation (the Articles) of a company, which it declares to establish as follows:

Art. 1. Form and Name. There exists a public limited liability company (société anonyme) under the name of "GTB Global Assets S.A." (the Company).

The Company may have one shareholder (the Sole Shareholder) or several shareholders. The Company will not be dissolved by the death, suspension of civil rights, insolvency, liquidation or bankruptcy of the Sole Shareholder.

Art. 2. Registered office. The registered office of the Company is established in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg (Luxembourg). It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board) or, in the case of a sole director (the Sole Director) by a decision of the Sole Director.

Art. 3. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration.

The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting (as defined below) adopted in the manner required for amendment of the Articles, as prescribed in article 19. below.

Art. 4. Corporate object. The purpose of the Corporation is the acquisition of ownership interests, in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such ownership interests. The Corporation may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever, including partnerships. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of patents or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

The Corporation may borrow in any form. It may issue notes, bonds and debentures and any kind of debt which may be convertible and/or equity securities. The Corporation may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also give guarantees and grant security interests in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company. The Corporation may further mortgage, pledge, transfer, encumber or otherwise hypothecate all or some of its assets.

The Corporation may generally employ any techniques and utilize any instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Corporation against creditors, currency fluctuations, interest rate fluctuations and other risks.

The Corporation may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly further or relate to its purpose.

The company will be allowed to act as a commercial intermediary on the markets.

The company may also buy, sell, rent and administer any real estates as well in the Grand-Duchy of Luxembourg as in foreign countries.

Art. 5. Share capital. The corporate capital is set at THIRTY-ONE THOUSAND EURO (€ 31.000.-), divided in thirty-one thousand (31.000) shares having a par value of ONE EURO (€ 1.-) each.

The shares are in registered or bearer form, at the shareholder's option.

The Company may redeem its own shares within the limits set fort by law.

Art. 6. Transfer of shares. The transfer of shares may be effected by a written declaration of transfer entered in the register of the shareholder(s) of the Company, such declaration of transfer to be executed by the transferor and the transferee or by persons holding suitable powers of attorney or in accordance with the provisions applying to the transfer of claims provided for in article 1690 of the Luxembourg civil code.

The Company may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Company.

Art. 7. Meeting of the shareholders of the Company. In the case of a single shareholder, the single shareholder assumes all powers conferred to the General Meeting. In these Articles, decisions taken, or powers exercised, by the General Meeting shall be a reference to decisions taken, or powers exercised, by the single shareholder as long as the Company has only one shareholder. The decisions taken by the Sole Shareholder are documented by way of minutes.

In the case of a plurality of shareholders, any regularly constituted meeting of the shareholders of the Company (the General Meeting) shall represent the entire body of shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the first Monday of May at 10.00 a.m. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

Art. 8. Notice, quorum, powers of attorney and convening notices. The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

Each share is entitled to one vote.

Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

A shareholder may act at any General Meeting by appointing another person as his proxy in writing whether in original, by telefax, cable, or e-mail.

If all the shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

Art. 9. Management. In these Articles, any reference to the Board shall be a reference to the Sole Director (as defined below) (in the case that the Company has only one director) as long as the Company has only one shareholder.

For so long as the Company has a Sole Shareholder, the Company may be managed by a Sole Director only who does not need to be a shareholder of the Company.

Where the Company has more than one shareholder, the Company shall be managed by a Board composed of at least three (3) directors who need not be shareholders of the Company. In that case, the General Meeting must appoint at least two new directors in addition to the then existing Sole Director. The director(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

When a legal person is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative (représentant permanent) who will represent the Legal Entity as Sole Director or as member of the Board in accordance with article 51bis of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act 1915).

The director(s) shall be elected by the General Meeting. The shareholders of the Company shall also determine the number of directors, their remuneration and the term of their office. A director may be removed with or without cause and/or replaced, at any time, by resolution adopted by the General Meeting.

In the event of vacancy in the office of a director because of death, retirement or otherwise, the remaining directors may elect, by a majority vote, a director to fill such vacancy until the next General Meeting. In the absence of any remaining directors, a General Meeting shall promptly be convened by the auditor and held to appoint new directors.

Art. 10. Meetings of the Board. The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members and may choose a secretary, who need not be a director, and who will be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board and of the resolutions passed at the General Meeting or of the resolutions passed by the single shareholder. The Chairman will preside at all meetings of the Board and any General Meeting. In his/her absence, the General Meeting or the other members of the Board (as the case may be) will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or by proxy at such meeting.

The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting which shall be in Luxembourg.

Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda, of the meeting.

Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing, in writing whether in original, by telefax, cable or e-mail another director as his or her proxy.

The Board can deliberate and act validly only if at least the majority of the Company's directors is present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall not have a casting vote.

Article 10 does not apply in the case that the Company is managed by a Sole Director.

Art. 11. Minutes of meetings of the Board or of resolutions of the Sole Director. The resolutions passed by the Sole Director are documented and written minutes held at the company's registered office.

The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting. The minutes relating to the resolutions taken by the Sole Director shall be signed by the Sole Director.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman, any two members of the Board or the Sole Director (as the case may be).

Art. 12. Powers of the Board. The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest.

All powers not expressly reserved by the Companies Act 1915 or by the Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

Art. 13. Delegation of powers. The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a shareholder or not, or a member of the Board or not, shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

The Board may appoint a person, either a shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

Art. 14. Binding signatures. The Company shall be bound towards third parties in all matters (including the daily management) by (i) the joint signatures of any two members of the Board or (ii) in the case of a sole director, the sole signature of the Sole Director or (iii) the joint signatures of any persons or sole signature of the person to whom such signatory power has been granted by the Board or the Sole Director, but only within the limits of such power.

Art. 15. Statutory Auditor. The operations of the Company shall be supervised by one or several statutory auditors (commissaire(s) aux comptes). The statutory auditor(s) shall be elected for a term not exceeding six years and shall be re-eligible.

The statutory auditor(s) will be appointed by the General Meeting which will determine their number, their remuneration and the term of their office. The statutory auditor(s) in office may be removed at any time by the General Meeting with or without cause.

Art. 16. Accounting year. The accounting year of the Company shall begin on the 1st of January and shall terminate on the 31st of December.

Art. 17. Allocation of profits. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by law. This allocation shall cease to be required as soon as such legal reserve amounts to ten per cent (10%) of the capital of the Company as stated or as increased or reduced from time to time.

The General Meeting shall determine how the remainder of the annual net profits shall be disposed of and it may alone decide to pay dividends from time to time, as in its discretion believes best suits the corporate purpose and policy.

The dividends may be paid in Euro or any other currency selected by the Board and they may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may decide to pay interim dividends under the conditions and within the limits laid down in the Companies Act 1915.

Art. 18. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting adopted in the manner required for amendment of these Articles, as prescribed in article 19. below. In the event of a dissolution of the Company, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators (who may be physical persons or legal entities) appointed by the General Meeting deciding such liquidation. Such General Meeting shall also determine the powers and the remuneration of the liquidator(s).

Art. 19. Amendments. These Articles may be amended, from time to time, by an extraordinary General Meeting, subject to the quorum and majority requirements referred to in the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Art. 20. Applicable law. All matters not expressly governed by these Articles shall be determined in accordance with the Companies Act 1915 and the amendments hereto.

Transitory provisions

a) The first business year begins on the date of the formation of the corporation and shall terminate on the 31st of December 2014.

b) The first annual General Meeting will be held in 2015.

c) The first chairman of the board of directors may be appointed by the extraordinary general meeting following the incorporation of the company.

Subscription

All the thirty-one thousand (31.000) shares have been subscribed by the company Luxglobal Services S.à r.l., having its registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 160.089.

All the shares have been paid up to the extent of one hundred percent (100%) by payment in cash, so that the amount of thirty-one thousand Euro (€ 31.000.-) is now available to the corporation, evidence thereof having been given to the notary.

The undersigned notary states that the conditions provided for in article twenty-six of the law of August tenth, nineteen hundred and fifteen on commercial companies have been observed.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of its organisation is estimated at about one thousand four hundred Euro (€ 1.400.-).

Extraordinary general meeting

The above named party, representing the entire subscribed capital, has passed the following resolutions:

1) The number of directors is fixed at four and the number of auditor at one.

2) The following are appointed directors:

- Mr. Claude ZIMMER, bachelor of law, master in economics, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- Mr. Hendrik H.J. (Rob) KEMMERLING, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- Mr. Rob SONNENSCHNEIN, director, residing professionally at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

- The company Luxglobal Management S.à r.l., having its registered office at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 159.893,

represented by its permanent representative Mr. Rob SONNENSCHNEIN, prenamed.

3) Has been appointed statutory auditor:

The company ZIMMER & PARTNERS S.A., having its registered office at L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under the number B 151.507.

4) The first term of office of the directors and the statutory auditor will expire after the annual meeting of shareholders of the year 2019.

5) The registered office of the company is established at L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

6) The board of Directors shall have the authority to delegate the daily management of the business of the company and its representation to a managing director.

7) Mr. Claude ZIMMER, prenamed, is appointed as chairman of the board of directors.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French translation. On request of the same appearing party and in case of divergences between the English and the French text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read and translated into the language of the person appearing, acting as above-stated, known to the undersigned notary by name, Christian name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze.

Le quatorze mars.

Par-devant Maître Henri BECK, notaire de résidence à Echternach (Grand-Duché de Luxembourg).

A COMPARU:

La société Luxglobal Services S.à r.l., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089,

représentée par Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée en date du 12 mars 2014.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire de la société comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

La société comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant de dresser les statuts (ci-après les Statuts) d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er} . Forme - Dénomination. Il est établi une société anonyme sous la dénomination de "GTB Global Assets S.A." (ci-après la Société).

La Société peut avoir un associé unique (l'Associé Unique) ou plusieurs actionnaires. La société ne pourra pas être dissoute par la mort, la suspension des droits civiques, la faillite, la liquidation ou la banqueroute de l'Associé Unique.

Art. 2. Siège Social. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il pourra être transféré dans les limites de la commune de la Luxembourg par simple décision du conseil d'administration de la Société (le Conseil d'Administration) ou, dans le cas d'un administrateur unique (l'Administrateur Unique) par une décision de l'Administrateur Unique.

Art. 3. Durée de la Société. La Société est constituée pour une période indéterminée.

La Société peut être dissoute, à tout moment, par résolution de l'Assemblée Générale (telle que définie ci-après) de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19. ci-après.

Art. 4. Objet Social. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée, y compris des sociétés de personnes. Elle pourra participer dans la création, le développement, la gestion et le contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de brevets ou d'autres droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit.

La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle peut procéder, par voie de placement privé, à l'émission de parts et d'obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts, convertibles ou non, et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société pourra en outre gager, nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les créanciers, fluctuations monétaires, fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que tous transferts de propriété mobilières ou immobilières, qui directement ou indirectement favorisent la réalisation de son objet social ou s'y rapportent de manière directe ou indirecte.

La société pourra faire de l'intermédiation commerciale sur les marchés.

La société pourra également acheter, vendre, louer et gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger

Art. 5. Capital Social. Le capital social est fixé à TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-), représenté par trente-et-une mille (31.000) actions d'une valeur nominale d'UN EURO (€ 1.-) par action.

Les actions sont nominatives ou au porteur, au choix de l'actionnaire.

La Société peut racheter ses propres actions dans les limites prévues par la loi.

Art. 6. Transfert des Actions. Le transfert des actions peut se faire par une déclaration écrite de transfert inscrite au registre de(s) actionnaire(s) de la Société, cette déclaration de transfert devant être datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par des personnes détenant les pouvoirs de représentation nécessaires pour agir à cet effet ou, conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil luxembourgeois relatives à la cession de créances.

La Société pourra également accepter comme preuve de transfert d'actions, d'autres instruments de transfert, dans lesquels les consentements du cédant et du cessionnaire sont établis, jugés suffisants par la Société.

Art. 7. Réunions de l'assemblée des actionnaires de la Société. Dans l'hypothèse d'un associé unique, l'Associé Unique aura tous les pouvoirs conférés à l'Assemblée Générale. Dans ces statuts, toute référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Assemblée Générale sera une référence aux décisions prises ou aux pouvoirs exercés par l'Associé Unique tant que la Société n'a qu'un associé unique. Les décisions prises par l'Associé Unique sont enregistrées par voie de procès-verbaux.

Dans l'Hypothèse d'une pluralité d'actionnaires, toute assemblée générale des actionnaires de la Société (l'Assemblée Générale) régulièrement constituée représente tous les actionnaires de la Société. Elle a les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

L'Assemblée Générale annuelle se tiendra conformément à la loi luxembourgeoise à Luxembourg au siège social de la Société ou à tout autre endroit de la commune du siège indiqué dans les convocations, chaque année le premier lundi du mois de mai à 10.00 heures. Si ce jour est férié pour les établissements bancaires à Luxembourg, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Les autres Assemblées Générales pourront se tenir au lieu et heure spécifiés dans les avis de convocation.

Art. 8. Délais de convocation, quorum, procurations, avis de convocation. Les délais de convocation et quorum requis par la loi seront applicables aux avis de convocation et à la conduite de l'Assemblée Générale, dans la mesure où il n'en est pas disposé autrement dans les Statuts.

Chaque action donne droit à une voix.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la loi ou par les Statuts, les décisions de l'Assemblée Générale dûment convoquées sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et votants.

Chaque actionnaire pourra prendre part aux assemblées générales des actionnaires de la Société en désignant par écrit, soit en original, soit par télécopie, par câble ou par e-mail une autre personne comme mandataire.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à l'Assemblée Générale, et déclarent avoir été dûment convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, celle-ci pourra être tenue sans convocation préalable.

Art. 9. Administration de la Société. Dans ces Statuts, toute référence au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (tel que défini ci-après) (dans l'hypothèse où la Société n'a qu'un seul administrateur) tant que la Société a un associé unique.

Tant que la Société n'a qu'un associé unique, la Société peut être administrée seulement par un administrateur unique qui n'a pas besoin d'être l'associé unique de la Société (l'Administrateur Unique). Si la Société a plus d'un actionnaire, la Société sera administrée par un Conseil d'Administration comprenant au moins trois membres, lesquels ne seront pas nécessairement actionnaires de la Société. Dans ce cas, l'Assemblée Générale doit nommer au moins deux (2) nouveaux administrateurs en plus de l'Administrateur Unique en place. L'Administrateur Unique ou, le cas échéant, les administrateurs seront élus pour un terme ne pouvant excéder six ans et ils seront rééligibles.

Toute référence dans les Statuts au Conseil d'Administration sera une référence à l'Administrateur Unique (lorsque la Société n'a qu'un associé unique) tant que la Société a un associé unique.

Lorsqu'une personne morale est nommée administrateur de la Société (la Personne Morale), la Personne Morale doit désigner un représentant permanent qui représentera la Personne Morale conformément à l'article 51bis de la loi luxembourgeoise en date du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle qu'amendée (la Loi sur les Sociétés de 1915).

Le(s) administrateur(s) seront élus par l'Assemblée Générale. Les actionnaires de la Société détermineront également le nombre d'administrateurs, leur rémunération et la durée de leur mandat. Un administrateur peut être révoqué avec ou sans motif et/ou peut être remplacé à tout moment par décision de l'Assemblée Générale.

En cas de vacance d'un poste d'administrateur pour cause de décès, de retraite ou toute autre cause, les administrateurs restants pourront élire, à la majorité des votes, un administrateur pour pourvoir au remplacement du poste devenu vacant jusqu'à la prochaine Assemblée Générale. En l'absence d'administrateur disponible, l'Assemblée Générale devra être rapidement réunie par le commissaire aux comptes et se tenir pour nommer de nouveaux administrateurs.

Art. 10. Réunion du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration doit nommer un président (le Président) parmi ses membres et peut désigner un secrétaire, administrateur ou non, qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration et des décisions de l'Assemblée Générale ou de l'Associé Unique. Le Président présidera toutes les réunions du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. En son absence, l'Assemblée Générale ou les autres membres du Conseil d'Administration, le cas échéant, nommeront un président pro tempore qui présidera la réunion en question, par un vote à la majorité simple des administrateurs présents ou par procuration à la réunion en question.

Les réunions du Conseil d'Administration seront convoquées par le Président ou par deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation qui sera au Luxembourg.

Avis écrit de toute réunion du Conseil d'Administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence seront mentionnés brièvement dans l'avis de convocation.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les administrateurs de la Société sont présents ou représentés lors du Conseil d'Administration et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour.

Tout membre du Conseil d'Administration peut se faire représenter à toute réunion du conseil d'Administration en désignant par écrit soit en original, soit par télécopie, câble ou par e-mail à un autre administrateur comme son mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et/ou agir valablement que si la majorité au moins des administrateurs est présente ou représentée à une réunion du Conseil d'Administration. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors de ce Conseil d'Administration. Au cas où lors d'une réunion, il existe une parité des votes pour et contre une résolution, la voix du Président de la réunion ne sera pas prépondérante.

L'article 10 ne s'applique pas au cas où la Société est administrée par un Administrateur Unique.

Art. 11. Procès-verbal de réunion du Conseil d'Administration et des résolutions de l'Administrateur Unique. Les résolutions prises par l'Administrateur Unique seront inscrites dans des procès-verbaux tenus au siège social de la Société.

Les procès-verbaux des réunions du Conseil d'Administration seront signés par le Président qui en aura assumé la présidence. Les procès-verbaux des résolutions prises par l'Administrateur Unique seront signés par l'Administrateur Unique.

Les copies ou extraits de procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le Président, deux membres du Conseil d'Administration ou l'Administrateur Unique, le cas échéant.

Art. 12. Pouvoirs du Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes de disposition et d'Administration dans l'intérêt de la Société. Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi sur les Sociétés de 1915 ou par les Statuts à l'Assemblée Générale sont de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 13. Délégation de pouvoirs. Le Conseil d'Administration peut nommer un délégué à la gestion journalière, actionnaire ou non, membre du Conseil d'Administration ou non, qui aura les pleins pouvoirs pour agir au nom de la Société pour tout ce qui concerne la gestion journalière.

Le Conseil d'Administration peut nommer une personne, actionnaire ou non, administrateur ou non, en qualité de représentant permanent de toute entité dans laquelle la Société est nommée membre du conseil d'administration. Ce représentant permanent agira de son propre chef, mais au nom et pour le compte de la Société et engagera la Société en sa qualité de membre du conseil d'administration de toute telle entité.

Le Conseil d'Administration est aussi autorisé à nommer une personne, administrateur ou non, sans l'autorisation préalable de l'Assemblée Générale, pour l'exécution de missions spécifiques à tous les niveaux de la Société.

Art. 14. Signatures autorisées. La Société sera engagée en toutes circonstances (y compris dans le cadre de la gestion journalière) vis-à-vis des tiers par (i) les signatures conjointes de deux administrateurs de la Société ou (ii) dans le cas d'un administrateur unique, la signature de l'Administrateur Unique, ou (iii) par les signatures conjointes de toutes personnes ou l'unique signature de toute personne à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le Conseil d'Administration et ce dans les limites des pouvoirs qui leur auront été conférés

Art. 15. Commissaire aux comptes. Les opérations de la Société seront surveillées par un ou plusieurs commissaires aux comptes. Le commissaire aux comptes sera élu pour une période n'excédant pas six ans et il sera rééligible.

Le commissaire aux comptes sera nommé par l'Assemblée Générale qui détermine leur nombre, leur rémunération et la durée de leur fonction. Le commissaire aux comptes en fonction peut être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'Assemblée Générale.

Art. 16. Exercice social. L'exercice social commencera le 1^{er} janvier et se terminera le 31 décembre.

Art. 17. Affectation des Bénéfices. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel de la Société cinq pour cent (5%) qui seront affectés à la réserve légale. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société tel qu'il est fixé ou tel que celui-ci aura été augmenté ou réduit de temps à autre.

L'Assemblée Générale décidera de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel et décidera seule de payer des dividendes de temps à autre, comme elle estime à sa discrétion convenir au mieux à l'objet et à la politique de la Société.

Les dividendes pourront être payés en Euros ou en toute autre devise choisie par le Conseil d'Administration et devront être payés aux lieu et place choisis par le Conseil d'Administration. Le Conseil d'Administration peut décider de payer des dividendes intérimaires sous les conditions et dans les limites fixées par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 18. Dissolution et Liquidation. La Société peut être dissoute, à tout moment, par une décision de l'Assemblée Générale de la Société statuant comme en matière de modifications des Statuts, tel que prescrit à l'article 19 ci-après. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales), et qui seront nommés par la décision de l'Assemblée Générale décidant cette liquidation. L'assemblée Générale déterminera également les pouvoirs et la rémunération du ou des liquidateurs.

Art. 19. Modifications statutaires. Les présents Statuts pourront être modifiés de temps en temps par l'Assemblée Générale extraordinaire dans les conditions de quorum et de majorité requises par la Loi sur les Sociétés de 1915.

Art. 20. Droit applicable. Toutes les questions qui ne sont pas régies expressément par les présents Statuts seront tranchées en application de la Loi sur les Sociétés de 1915 et aux lois modificatives.

Dispositions transitoires

- a) Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 décembre 2014.
- b) La première Assemblée Générale annuelle se tiendra en 2015.
- c) Le premier président du conseil d'administration pourra être nommé par l'assemblée générale extraordinaire qui suivra la constitution de la société.

Souscription

Toutes les trente-et-une mille (31.000) actions ont été souscrites par la société Luxglobal Services S.à r.l., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 160.089.

Toutes ces actions ont été immédiatement et entièrement libérées par versements en espèces, de sorte que la somme de TRENTE-ET-UN MILLE EUROS (€ 31.000.-) se trouve dès maintenant à la disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire soussigné déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 26 de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et en constate expressément l'accomplissement.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à la somme de mille quatre cents Euros (€ 1.400.-).

Assemblée générale extraordinaire

La partie comparante, représentant l'intégralité du capital souscrit, a pris les résolutions suivantes:

- 1.- Le nombre des administrateurs est fixé à quatre et celui du commissaire à un.
- 2.- Sont appelés aux fonctions d'administrateurs:
 - Monsieur Claude ZIMMER, licencié en droit, maître en sciences économiques, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
 - Monsieur Hendrik H.J. (Rob) KEMMERLING, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
 - Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, directeur, demeurant professionnellement à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
 - La société Luxglobal Management S.à r.l., ayant son siège social à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 159.893, représentée par son représentant permanent Monsieur Rob SONNENSCHNEIN, prénommé.
- 3.- Est appelé aux fonctions de commissaire:
 - La société ZIMMER & PARTNERS S.A., avec siège social à L-2519 Luxembourg, 3-7, rue Schiller, inscrite au registre de commerce et des sociétés à Luxembourg sous le numéro B 151.507.
- 4.- Le premier mandat des administrateurs et du commissaire expirera à l'assemblée générale de 2019.
- 5.- Le siège social est fixé à L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.
- 6.- Le conseil d'administration est autorisé à déléguer la gestion journalière des affaires de la société et sa représentation à un administrateur-délégué.
- 7.- Monsieur Claude ZIMMER, prénommé, est nommé président du conseil d'administration.

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. Sur demande de la même comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: R. SONNENSCHNEIN, Henri BECK.

Enregistré à Echternach, le 20 mars 2014. Relation: ECH/2014/551. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): J.-M. MINY.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à demande, aux fins de dépôt au registre de commerce et des sociétés.

Echternach, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041482/443.

(140047744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Ilim Holding Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: CHF 50.450.000,00.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.

R.C.S. Luxembourg B 123.093.

—
Rectificatif du dépôt effectué le 20 mars 2014 sous le numéro L140047629

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dandois & Meynial

Référence de publication: 2014041512/11.

(140047991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Immo Color S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2272 Howald, 27, rue Edouard Oster.

R.C.S. Luxembourg B 180.195.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041515/9.

(140047870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

José de Mello International, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 167.420.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041523/9.

(140047649) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Jaws Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2420 Luxembourg, 15, avenue Emile Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 170.793.

Extrait des résolutions du Conseil d'Administration de la Société du 26 février 2014

Première résolution

Renouvellement de Monsieur Marc AUGIER en tant que Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration décide de renouveler le mandat de Monsieur Marc AUGIER comme Président du Conseil d'Administration. Monsieur Marc Augier accepte ce mandat pendant la durée de son mandat d'Administrateur qui vient à échéance à l'issue de l'Assemblée Générale de 2017.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2014.

JAWS INVESTMENTS S.A.

Référence de publication: 2014041525/16.

(140047858) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

GRL Carrelages S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4761 Pétange, 55, rue de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 80.541.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041480/9.

(140047993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Insulation Operations Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 72.218.842,96.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 176.500.

Par résolutions signées en date du 13 mars 2014, l'associé unique a décidé de nommer Laura Spitoni, avec adresse professionnelle au 1B, rue Heienhaff, L-1736 Senningerberg, au mandat de gérant de catégorie B, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 19 mars 2014.

Référence de publication: 2014041504/13.

(140047830) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

International Entertainment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 148.749.

Le Bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041517/10.

(140048010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

KCS S.à r.l. - SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.

R.C.S. Luxembourg B 185.434.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-eight day of February.

Before the undersigned Maître Carlo Wersandt, notary residing in Luxembourg, acting in replacement of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, who will be the depositary of the present deed.

There appeared:

Mr. Kriton Leonidas Anavlavis, born on 30 July 1962 in Istanbul, Turkey, bearer of passport number AI0221321, issued by the Greek competent authority on 14 September 2011, residing at 15A Andrea Metaxa Street, 14564 Kifisia, Athens, Greece,

duly represented by Mr Brian Gillot, having his professional address in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 27 February in Athens, Greece.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing parties have requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée - société de gestion de patrimoine familial, which they wish to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There hereby exists among the current owners of the shares and/or anyone who may be a shareholder in the future, a family asset management company (société de gestion de patrimoine familial) in the form of a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name of "KCS S.à r.l. - SPF" (the "Company").

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose.

3.1. The Company's purpose is exclusively the acquisition, holding management and realisation of financial assets as defined in article 2 of the law of 11 May 2007 relating to the creation of a société de gestion de patrimoine familial, as amended (the "SPF Law").

3.2. The Company is only authorized to hold a participating interest in an entity if it does not involve itself in the management of such company.

3.3. The Company may carry out any activities which it considers useful for the accomplishment of its corporate purposes within the limits of the SPF Law.

Art. 4. Registered office.

4.1. The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2. Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3. It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4. Branches or other offices may be established either in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1. The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500), consisting of one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares having a par value of one cent of an euro (EUR 0.01) each. Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1. The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2. The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3. A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4. The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5. The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6. The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1. A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2. Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1. Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2. The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3. The Company's shares may only be transferred to eligible investors as defined in article 3 of the SPF Law.

8.4. Subject to article 8.3 above, the Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least.

8.5. Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.6. The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1. The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2. If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term “sole shareholder” is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the “general meeting of shareholders” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole shareholder”.

9.3. The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4. In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1. The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers, by the statutory auditor(s), if any, or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company’s share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company’s registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company’s accounts.

10.3. The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4. If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - vote by resolution in writing.

11.1. A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2. An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3. Quorum and vote

11.3.1. Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2. Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company’s share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4. A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5. Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder’s identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6. Each shareholder may vote at a general meeting of shareholders through a signed voting form sent by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication to the Company’s registered office or to the address specified in the convening notice. The shareholders may only use voting forms provided by the Company which contain at least the place, date and time of the meeting, the agenda of the meeting, the proposals submitted to the resolution of the meeting as well as for each proposal three boxes allowing the shareholder to vote in favour of or against the proposed resolution or to abstain from voting thereon by marking with a cross the appropriate box. The Company will only take into account voting forms received prior to the general meeting of shareholders which they relate to.

11.7. The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1. The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2. The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3. Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management**Art. 14. Powers of the board of managers.**

14.1. The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. The Company may have several classes of managers. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2. The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s).

14.3. The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4. The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and removal of managers and term of the office.

16.1. Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2. Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3. Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1. The board of managers shall meet upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2. Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1. The chairman of the board of managers shall preside at all meetings of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2. Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least half of its members are present or represented at a meeting of the board of managers including, if several classes of managers are appointed, at least one (1) manager of each class of managers.

18.3. Vote

Resolutions are adopted with the approval of a majority of votes of the members present or represented at a meeting of the board of managers. The chairman shall not have a casting vote.

18.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. Any manager may represent one or several of his/her/its colleagues.

18.5. Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6. The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of a class A manager and a class B manager or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated by the board of managers or by the sole manager. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Statutory auditor(s) - independent auditor(s).

21.1. In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, its operations shall be supervised by one or several statutory auditors, who may be shareholders or not.

21.2. The general meeting of shareholders shall determine the number of statutory auditors, shall appoint them and shall fix their remuneration and term of the office. A former or current statutory auditor may be reappointed by the general meeting of shareholders.

21.3. Any statutory auditor may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders.

21.4. The statutory auditors have an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.5. The statutory auditors may be assisted by an expert in order to verify the Company's books and accounts. Such expert must be approved by the Company.

21.6. In case of plurality of statutory auditors, they will form a board of statutory auditors, which must choose from among its members a chairman. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a statutory auditor. Regarding the convening and conduct of meetings of the board of statutory auditors the rules provided in these articles of association relating to the convening and conduct of meetings of the board of managers shall apply.

21.7. If the shareholders of the Company appoint one or more independent auditors (réviseur(s) d'entreprises agréé (s)) in accordance with article 69 of the law of 19 December 2002 regarding the trade and companies register and the accounting and annual accounts of undertakings, as amended, the institution of statutory auditor(s) is suppressed.

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1. From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.2. Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.3. In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.4. Under the terms and conditions provided by law, the general meeting of shareholders will determine how the remainder of the Company's annual net profits will be used in accordance with the law and these articles of association.

Art. 24. Interim dividends - Share premium.

24.1. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

24.2. The share premium, if any, may be freely distributed to the shareholder(s) by a resolution of the shareholder(s) or of the manager(s), subject to any legal provisions regarding the inalienability of the share capital and of the legal reserve.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law. These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law. All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the SPF Law, and with the law of 10 August 1915 governing commercial companies, as amended.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscribers have subscribed the shares to be issued as follows:

Mr. Kriton Leonidas Anavlavis, aforementioned,

paid twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) in subscription for one million two hundred fifty thousand (1,250,000) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be EUR 1,500.-.

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the Company's entire share capital has passed the following resolutions.

1. The number of members of the board of managers is fixed at two (2).

2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company:

a) Mr. Kriton Leonidas Anavlavis, born on 30 July 1962 in Istanbul, Turkey, residing at 15A Andrea Metaxa Street, 14564 Kifisia, Athens, Greece, as class A manager of the Company; and

b) Ms. Virginia Jennifer Strelen, born on 30 May 1977 in Bergisch Gladbach, Germany and residing professionally at 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, as class B manager of the Company.

3. The term of the office of the members of the board of managers shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2014 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder may determine.

4. The address of the Company's registered office is set at 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a German translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the German text, the English version will be prevailing.

Whereof, this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes

Im Jahre zweitausendundvierzehn, am achtundzwanzigsten Februar.

Vor dem unterzeichneten Maître Carlo Wersandt, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg, handelnd in Ersetzung von Maître Henri Hellinckx, Notar mit dem Amtssitz in Luxemburg, welcher Letzterer in Verwahrung vorliegender Urkunde bleibt.

Ist erschienen:

Herr Kriton Leonidas Anavlavis, geboren am 30. Juli 1962 in Istanbul, Türkei Inhaber des Reisepasses Nummer AI0221321, ausgestellt durch die zuständige Behörde am 14. September 2011, wohnhaft in 15A Andrea Metaxa Straße, 14564 Kifisia, Athen, Griechenland,

ordnungsgemäß vertreten durch Herr Brian Gillot, mit beruflicher Adresse in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, kraft einer am 27 Februar 2014 in Athen, Griechenland erteilten Vollmacht.

Nachdem die Vollmacht durch den Bevollmächtigten und den unterzeichneten Notar ne varietur unterzeichnet worden ist, soll diese dieser Urkunde angehängt bleiben, um mit derselben eingetragen zu werden.

Solch erschienene Parteien haben den Notar ersucht, die Gründungsurkunde einer société à responsabilité limitée - société de gestion de patrimoine familial aufzunehmen, welche sie gründen möchten und deren Gesellschaftsvertrag folgendermaßen lauten soll:

A. Firma - Dauer - Zweck - Eingetragener Sitz

Art. 1. Firma. Hierdurch besteht zwischen den derzeitigen Inhabern der Anteile und/oder jeder anderen Person, die künftig Gesellschafter sein wird, eine Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen in Form einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unter der Firma " KCS S.à r.l. - SPF" (die "Gesellschaft").

Art. 2. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Zeit gegründet. Sie kann jederzeit und ohne Grund durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung aufgelöst werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

Art. 3. Zweck.

3.1. Gesellschaftszweck besteht ausschließlich im Erwerb, im Halten, der Verwaltung und Realisierung finanzieller Vermögenswerte gemäß Artikel 2 des Gesetzes vom 7. Mai 2007 über die Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, in der aktuellen Fassung (das „SPF Gesetz“).

3.2. Der Gesellschaft ist es nur dann erlaubt, eine Beteiligung an einer anderen Gesellschaft zu halten, sofern sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaft nimmt.

3.3. Die Gesellschaft kann jedwede Transaktionen vornehmen, welche sie für zweckdienlich erachtet für die Erfüllung ihrer Unternehmenszwecke und sich im Rahmen der Bestimmungen des SPF Gesetzes halten.

Art. 4. Sitz.

4.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft ist in der Stadt Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

4.2. Innerhalb derselben Gemeinde kann der eingetragene Gesellschaftssitz durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats verlegt werden.

4.3. Er kann durch Beschluss der Gesellschafterversammlung in jede andere Gemeinde des Großherzogtums Luxemburg verlegt werden, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist.

4.4. Zweigniederlassungen oder andere Geschäftsstellen können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch einen Beschluss des Geschäftsführerrats errichtet werden.

B. Stammkapital - Geschäftsanteile - Gesellschafterverzeichnis - Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen

Art. 5. Stammkapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) bestehend aus einer Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Geschäftsanteilen mit einem Nominalwert von einem Cent (EUR 0,01) pro Geschäftsanteil.

5.2. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann das Stammkapital der Gesellschaft durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung, welcher in der Weise gefasst wird wie es für eine Änderung dieses Gesellschaftsvertrags erforderlich ist, erhöht oder herabgesetzt werden.

Art. 6. Geschäftsanteile.

6.1. Das Stammkapital der Gesellschaft ist in Geschäftsanteile mit jeweils demselben Nominalwert aufgeteilt.

6.2. Die Gesellschaft kann einen oder mehrere Gesellschafter haben, wobei die Anzahl der Gesellschafter auf vierzig (40) beschränkt ist, sofern sich nicht aus dem Gesetz etwas anderes ergibt.

6.3. Das Recht eines Gesellschafters auf das Vermögen und die Gewinne der Gesellschaft ist proportional zu der Anzahl der von ihm im Stammkapital der Gesellschaft gehaltenen Geschäftsanteile.

6.4. Durch den Tod, die Geschäftsunfähigkeit, die Auflösung, den Konkurs oder ein anderes ähnliches Ereignis betreffend den alleinigen Gesellschafter, falls anwendbar, oder jeden anderen Gesellschafter soll die Gesellschaft nicht aufgelöst werden.

6.5. Die Gesellschaft kann ihre eigenen Geschäftsanteile zurückkaufen oder zurücknehmen, vorausgesetzt, die zurückgekauften oder zurückgenommenen Geschäftsanteile werden sofort gelöscht und das Stammkapital entsprechend herabgesetzt.

6.6. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft werden in eingetragener Form ausgegeben.

Art. 7. Gesellschafterverzeichnis.

7.1. Am eingetragenen Sitz der Gesellschaft wird ein Gesellschafterverzeichnis aufbewahrt, wo es durch jeden Gesellschafter eingesehen werden kann. Dieses Gesellschafterverzeichnis enthält insbesondere den Namen jedes Gesellschafters, seinen Wohnsitz oder eingetragenen Sitz oder Hauptsitz, die Anzahl der von diesem Gesellschafter gehaltenen Geschäftsanteile, jede Übertragung von Geschäftsanteilen, das Datum der Mitteilung einer solchen Übertragung an die Gesellschaft oder das Datum des Einverständnisses der Gesellschaft zu einer solchen Übertragung entsprechend diesem Gesellschaftsvertrag sowie jedes über Geschäftsanteile gewährte Sicherungsrecht.

7.2. Jeder Gesellschafter wird der Gesellschaft durch Einschreiben seine Adresse und jede diesbezügliche Änderung mitteilen. Die Gesellschaft kann sich auf die zuletzt von ihr erhaltene Adresse eines Gesellschafters berufen.

Art. 8. Eigentum an und Übertragung von Geschäftsanteilen.

8.1. Der Beweis des Eigentums an Geschäftsanteilen kann aufgrund der Eintragung eines Gesellschafters im Gesellschafterverzeichnis erbracht werden. Auf Ersuchen und auf Kosten eines Gesellschafters werden Zertifikate dieser Eintragungen je nach Lage des Falles vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer herausgegeben und unterzeichnet.

8.2. Die Gesellschaft erkennt lediglich einen Inhaber pro Geschäftsanteil an. Wenn ein Geschäftsanteil mehreren Personen gehört, müssen sie eine einzelne Person bezeichnen, welche im Verhältnis zur Gesellschaft als Alleineigentümer des Geschäftsanteils angesehen werden kann. Die Gesellschaft ist berechtigt, die Ausübung aller mit einem im Eigentum mehrerer Personen stehenden Geschäftsanteil verbundenen Rechte auszusetzen bis ein einziger Eigentümer bezeichnet worden ist.

8.3. Die Geschäftsanteile der Gesellschaft können nur zu qualifizierten Anlegern im Sinne von Artikel 3 des SPF Gesetzes übertragen werden.

8.4. Vorbehaltlich des Artikels 8.3 sind die Geschäftsanteile der Gesellschaft unter bestehenden Gesellschaftern frei übertragbar. Sie können unter Lebenden nur mit der durch insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals repräsentierenden Gesellschafter, einschließlich dem Zedenten, erteilten Einwilligung auf neue Gesellschafter übertragen werden. Soweit gesetzlich nicht anders vorgesehen, können die Geschäftsanteile von Todes wegen auf Nicht-Gesellschafter nur mit Einwilligung der Gesellschafter übertragen werden, die insgesamt mindestens fünfundsiebzig Prozent (75%) der Stimmrechte der überlebenden Gesellschafter repräsentieren.

8.5. Jede Übertragung von Geschäftsanteilen muss durch einen schriftlichen Übertragungsvertrag je nach Lage des Falles in privatschriftlicher oder notarieller Form dokumentiert werden, und eine solche Übertragung wird gegenüber der Gesellschaft und Dritten durch die Mitteilung der Übertragung an die Gesellschaft oder das Einverständnis der Gesellschaft zur Übertragung wirksam, woraufhin jedes beliebige Mitglied des Geschäftsführerrats die Übertragung in das Gesellschafterverzeichnis eintragen kann.

8.6. Die Gesellschaft kann durch jeden einzelnen ihrer Geschäftsführer auch einer solchen Übertragung zustimmen und diese ins Gesellschafterverzeichnis eintragen, auf welche in einer Korrespondenz oder in einem beliebigen anderen Dokument Bezug genommen wird, aus welchem die Einigung des Zedenten und des Zessionars hervorgeht.

C. Gesellschafterversammlung

Art. 9. Befugnisse der Gesellschafterversammlung.

9.1. Die Gesellschafter üben ihre kollektiven Rechte in der Gesellschafterversammlung aus, welche eines der Organe der Gesellschaft bildet.

9.2. Wenn die Gesellschaft nur über einen einzelnen Gesellschafter verfügt, übt dieser die Befugnisse der Gesellschafterversammlung aus. In einem solchen Fall, soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Gesellschafter" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf die "Gesellschafterversammlung" als Verweis auf den „alleinigen Gesellschafter“ gelesen werden.

9.3. Die Gesellschafterversammlung hat die ihr durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag ausdrücklich verliehenen Befugnisse.

9.4. Im Falle mehrerer Gesellschafter und falls die Zahl der Gesellschafter fünfundzwanzig (25) nicht übersteigt, können, statt Gesellschafterversammlungen abzuhalten, die Gesellschafter unter den gesetzlichen Bedingungen auch durch schriftlichen Beschluss abstimmen. In diesem Fall sollen, soweit anwendbar, die Bestimmungen dieses Gesellschaftsvertrags betreffend Gesellschafterversammlungen hinsichtlich einer solchen Abstimmung durch schriftlichen Beschluss Anwendung finden.

Art. 10. Einberufung der Gesellschafterversammlung.

10.1. Die Gesellschafterversammlung kann jederzeit je nach Lage des Falles durch den Geschäftsführerrat, den/die satzungsmäßigen Buchprüfer, falls vorhanden, oder durch Gesellschafter, die insgesamt mindestens fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, einberufen werden, wobei die Versammlung an dem in der Ladung angegebenen Ort und Datum abgehalten wird.

10.2. Wenn die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, muss eine jährliche Gesellschafterversammlung in der Gemeinde, in der sich der eingetragene Sitz der Gesellschaft befindet, oder an jedem anderen Ort wie er sich aus der Ladung ergibt, abgehalten werden. Die jährliche Gesellschafterversammlung muss innerhalb eines Zeitraums von sechs (6) Monaten nach Abschluss der Gesellschaftskonten einberufen werden.

10.3. Die Ladung zu jeder Gesellschafterversammlung muss die Tagesordnung, den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung enthalten und ist per Einschreiben mindestens acht (8) Tage vor dem für die Versammlung anberaumten Datum an jeden Gesellschafter abzusenden.

10.4. Wenn an einer Gesellschafterversammlung alle Gesellschafter anwesend oder vertreten sind und erklären, dass sie ordnungsgemäß über die Tagesordnung der Versammlung informiert worden sind, kann die Gesellschafterversammlung ohne vorherige Ladung abgehalten werden.

Art. 11. Abhalten von Gesellschafterversammlungen - Abstimmung durch schriftlichen Beschluss.

11.1. In jeder Gesellschafterversammlung soll ein Rat der Versammlung gebildet werden bestehend aus einem Präsidenten, einem Sekretär und einem Prüfer, von denen jeder einzelne durch die Gesellschafterversammlung ernannt wird und welche weder Gesellschafter noch Mitglieder der Geschäftsführung sein müssen. Der Rat der Versammlung soll insbesondere sicherstellen, dass die Versammlung gemäß den anwendbaren Regeln und speziell im Einklang mit den Regeln über Ladung, Mehrheitserfordernisse, Stimmauszählung und Vertretung von Gesellschaftern abgehalten wird.

11.2. In jeder Gesellschafterversammlung muss eine Anwesenheitsliste geführt werden.

11.3. Quorum und Stimmabgabe

11.3.1. Jeder Geschäftsanteil gewährt eine (1) Stimme.

11.3.2. Sofern sich aus dem Gesetz oder aus diesem Gesellschaftsvertrag nicht etwas anderes ergibt, werden Gesellschafterbeschlüsse bei der ersten Abstimmung wirksam gefasst, wenn sie von Gesellschaftern angenommen werden, welche mehr als fünfzig Prozent (50%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Abstimmung nicht erreicht worden ist, werden die Gesellschafter ein zweites Mal geladen oder befragt. Bei der zweiten Abstimmung werden die Beschlüsse ungeachtet des vertretenen Anteils am Kapital mit einer Mehrheit der gültig abgegebenen Stimmen wirksam gefasst.

11.4. Ein Gesellschafter kann an jeder beliebigen Gesellschafterversammlung teilnehmen, indem er eine andere Person, Gesellschafter oder nicht, durch ein unterzeichnetes Dokument, das auf dem Postweg, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedwedes andere Kommunikationsmittel übermittelt wird, schriftlich bevollmächtigt, wobei eine Kopie einer solchen Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Eine Person kann mehrere oder sogar alle Gesellschafter vertreten.

11.5. Es wird vermutet, dass ein Gesellschafter, der an einer Gesellschafterversammlung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieser Gesellschafter identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Versammlung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und sich effektiv an der Versammlung beteiligen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist.

11.6. Jeder Gesellschafter kann seine Stimme in einer Gesellschafterversammlung durch ein unterzeichnetes Stimmformular, welches per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel an den eingetragenen Sitz der Gesellschaft oder an die in der Ladung genannte Adresse gesendet wird, abgeben. Die Gesellschafter können nur solche Stimmformulare verwenden, die von der Gesellschaft zur Verfügung gestellt werden und zumindest den Ort, das Datum und die Uhrzeit der Versammlung, die Tagesordnung, die Beschlussvorschläge an die Versammlung sowie für jeden Vorschlag drei Kästchen enthalten, die es dem Gesellschafter ermöglichen, seine Stimme zugunsten oder gegen den vorgeschlagenen Beschluss abzugeben oder sich zu enthalten, indem er das entsprechenden Kästchen ankreuzt. Die Gesellschaft wird nur solche Stimmformulare berücksichtigen, die sie vor der Gesellschafterversammlung, auf die sie sich beziehen, erhalten hat.

11.7. Der Geschäftsführerrat kann alle anderen Bedingungen bestimmen, die von den Gesellschaftern erfüllt werden müssen, damit sie an Gesellschafterversammlungen teilnehmen können.

Art. 12. Änderung des Gesellschaftsvertrags. Unter den gesetzlichen Bedingungen kann dieser Gesellschaftsvertrag durch einen Beschluss der Gesellschafterversammlung abgeändert werden, welcher von einer (i) Mehrheit der Gesellschafter, (ii) die mindestens insgesamt fünfundsiebzig Prozent (75%) des Stammkapitals der Gesellschaft repräsentieren, gefasst wird.

Art. 13. Protokoll von Gesellschafterversammlungen.

13.1. Der Rat der Versammlung muss ein Protokoll der Versammlung aufnehmen, welches von seinen Mitgliedern sowie von jedem Gesellschafter, der das ersucht, unterzeichnet wird.

13.2. Der alleinige Gesellschafter, soweit anwendbar, muss ebenfalls ein Protokoll über die von ihm gefassten Beschlüsse aufnehmen und unterzeichnen.

13.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, welche in Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder welche einem Dritten zugänglich gemacht werden sollen, müssen, wenn die Versammlung in einer notariellen Urkunde aufgenommen wurde, von dem Notar, der die Originalurkunde aufgenommen hat, beglaubigt werden, oder müssen je nach Lage des Falles durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats, durch zwei beliebige seiner Mitglieder oder durch den alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

D. Geschäftsführung

Art. 14. Befugnisse des Geschäftsführerrats.

14.1. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer verwaltet, die nicht zugleich Gesellschafter sein müssen. Im Falle von mehreren Geschäftsführern bilden diese einen Geschäftsführerrat, der das zur Geschäftsführung und Vertretung der Gesellschaft befugte Gesellschaftsorgan ist. Die Gesellschaft kann verschiedene Klassen von Geschäftsführern haben. Soweit anwendbar und wo der Begriff "alleiniger Geschäftsführer" nicht ausdrücklich in diesem Gesellschaftsvertrag erwähnt ist, soll ein in diesem Gesellschaftsvertrag genannter Verweis auf den "Geschäftsführerrat" als Verweis auf den „alleinigen Geschäftsführer“ gelesen werden.

14.2. Der Geschäftsführerrat verfügt über die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, die zur Erfüllung des Gesellschaftszwecks notwendig oder nützlich sind, mit Ausnahme der durch Gesetz oder durch diesen Gesellschaftsvertrag den Gesellschaftern/dem Gesellschafter vorbehaltenen Handlungen.

14.3. Die Führung des Tagesgeschäfts der Gesellschaft und die Vertretung innerhalb dieser Führung des Tagesgeschäfts können einem oder mehreren Geschäftsführern oder anderen Personen, ob sie Gesellschafter sind oder nicht, allein oder gemeinschaftlich übertragen werden. Ihre Ernennung, Abberufung und ihre Befugnisse werden durch Beschluss des Geschäftsführerrats festgesetzt.

14.4. Die Gesellschaft kann notariell oder durch privatschriftliche Urkunde auch spezielle Vollmachten an jedwede Person erteilen, die alleine oder gemeinschaftlich mit anderen als Beauftragter der Gesellschaft handeln soll.

Art. 15. Zusammensetzung des Geschäftsführerrats. Der Geschäftsführerrat muss aus seiner Mitte einen Präsidenten des Geschäftsführerrats wählen. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch Mitglied des Geschäftsführerrats sein muss.

Art. 16. Bestellung und Abberufung von Geschäftsführern und Ende der Amtszeit.

16.1. Geschäftsführer werden durch die Gesellschafterversammlung gewählt, welche deren Bezahlung und Amtszeit festlegt.

16.2. Jeder Geschäftsführer kann jederzeit, fristlos und ohne Grund durch die Gesellschafterversammlung abberufen werden. Ein Geschäftsführer, der zugleich Gesellschafter ist, ist nicht von der Abstimmung über seine eigene Abberufung ausgeschlossen.

16.3. Jeder Geschäftsführer hat sein Amt weiter auszuüben bis sein Nachfolger gewählt wurde. Jeder Geschäftsführer kann auch für aufeinander folgende Zeiträume wiedergewählt werden.

Art. 17. Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats.

17.1. Der Geschäftsführerrat versammelt sich auf Einberufung durch seinen Präsidenten oder durch zwei (2) seiner Mitglieder an dem in der Ladung zur Sitzung angegebenen Ort wie im nächsten Abschnitt beschrieben.

17.2. Die Mitglieder des Geschäftsführerrats müssen mindestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung anberaumten Datum zu jeder Sitzung des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel schriftlich geladen werden, außer im Notfall, in welchem die Art und die Gründe des Notfalls in der Ladung zu bezeichnen sind. Eine Ladung ist nicht notwendig im Falle des schriftlichen und unterzeichneten Einverständnisses jedes Mitglieds des Geschäftsführerrats per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel, wobei eine Kopie dieses unterzeichneten schriftlichen Einverständnisses hinreichender Beweis dafür ist. Auch ist eine Ladung zu Sitzungen des Geschäftsführerrats nicht erforderlich, welche zu einer Zeit und an einem Ort stattfinden sollen wie in einem vorausgehenden Beschluss des Geschäftsführerrats bestimmt. Eine Ladung soll ferner dann nicht erforderlich sein, wenn alle Mitglieder des Geschäftsführerrats anwesend oder vertreten sind, oder im Falle von schriftlichen Umlaufbeschlüssen gemäß diesem Gesellschaftsvertrag.

Art. 18. Verlauf von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

18.1. Sitzungen des Geschäftsführerrats werden durch den Präsidenten des Geschäftsführerrats geleitet. In seiner Abwesenheit kann der Geschäftsführerrat einen anderen Geschäftsführer als vorübergehenden Präsidenten ernennen

18.2. Quorum

Der Geschäftsführerrat kann nur dann wirksam handeln und abstimmen, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder an der Sitzung anwesend oder vertreten ist und, sofern mehrere Klassen von Geschäftsführern ernannt wurden, mindestens ein (1) Geschäftsführer jeder Klasse anwesend oder vertreten ist.

18.3. Abstimmung

Beschlüsse werden mit der Mehrheit der Stimmen der an einer Sitzung des Geschäftsführerrats anwesenden oder vertretenen Mitglieder gefasst. Der Präsident soll keine entscheidende Stimme haben.

18.4. Ein Mitglied des Geschäftsführerrats kann an einer Sitzung des Geschäftsführerrats teilnehmen, indem es ein anderes Mitglied des Geschäftsführerrats schriftlich per Post, Faxschreiben, E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel bevollmächtigt, wobei eine Kopie der Bevollmächtigung hinreichender Beweis dafür ist. Jedes Mitglied des Geschäftsführerrats kann einen oder mehrere seiner Kollegen vertreten.

18.5. Es wird vermutet, dass ein Mitglied des Geschäftsführerrats, das an einer Sitzung durch Telefonkonferenz, Videokonferenz oder durch ein anderes Kommunikationsmittel teilnimmt, welches es ermöglicht, dass dieses Mitglied identifiziert werden kann und dass sich alle Personen, die an der Sitzung teilnehmen, gegenseitig durchgehend hören und effektiv an der Sitzung teilnehmen können, für die Zusammensetzung von Quorum und Mehrheit anwesend ist. Es wird vermutet, dass eine durch solche Kommunikationsmittel abgehaltene Sitzung am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abgehalten wurde.

18.6. Der Geschäftsführerrat kann einstimmig schriftliche Beschlüsse fassen, welche dieselbe Wirkung haben wie in einer ordnungsgemäß geladenen und abgehaltenen Sitzung gefasste Beschlüsse. Solche schriftlichen Beschlüsse sind gefasst, wenn sie durch alle Mitglieder des Geschäftsführerrats auf einem einzigen Dokument oder auf verschiedenen Duplikaten datiert und unterzeichnet worden sind, wobei eine Kopie der Unterschrift, die per Post, per Faxschreiben, per E-Mail oder durch jedes andere Kommunikationsmittel gesendet wurde, hinreichender Beweis dafür ist. Das Dokument, das alle Unterschriften enthält, oder die Gesamtheit aller Duplikate, je nach Lage des Falles, stellt das Schriftstück dar, welches das Fassen der Beschlüsse beweist, und das Datum der letzten Unterschrift gilt als das Datum solcher Beschlüsse.

Art. 19. Protokoll von Sitzungen des Geschäftsführerrats.

19.1. Der Sekretär oder, wenn ein solcher nicht ernannt worden ist, der Präsident, soll ein Protokoll über jede Sitzung des Geschäftsführerrats aufnehmen, welches vom Präsidenten und vom Sekretär, falls vorhanden, unterzeichnet wird.

19.2. Der alleinige Geschäftsführer, soweit anwendbar, soll über seine Beschlüsse ebenfalls ein Protokoll aufnehmen.

19.3. Jede Kopie und jeder Auszug solcher originalen Protokolle, die in einem Gerichtsverfahren verwendet werden sollen oder die Dritten zugänglich gemacht werden sollen, je nach Lage des Falles, vom Präsidenten des Geschäftsführerrats, von zwei beliebigen seiner Mitglieder oder vom alleinigen Geschäftsführer unterzeichnet werden.

Art. 20. Geschäfte mit Dritten. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten unter allen Umständen durch die gemeinsame Unterschrift eines Geschäftsführer der Klasse A und eines Geschäftsführer der Klasse B oder durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers oder durch die gemeinsame Unterschrift oder die alleinige Unterschrift jedweder Person(en) gebunden, der/denen eine solche Unterschriftbefugnis durch den Geschäftsführerrat oder den alleinigen Geschäftsführer übertragen worden ist. Die Gesellschaft wird gemäß den Regeln und in den Grenzen einer Übertragung der Führung des Tagesgeschäfts gegenüber Dritten durch die Unterschrift jedes/aller Beauftragten gebunden, dem/denen die Befugnis in Verbindung mit der Führung des Tagesgeschäfts allein oder gemeinschaftlich übertragen wurde.

E. Aufsicht

Art. 21. Satzungsmaßige(r) Buchprüfer - unabhängige(r) Buchprüfer.

21.1. Falls die Gesellschaft mehr als fünfundzwanzig (25) Gesellschafter hat, werden ihre Geschäfte durch einen oder mehrere satzungsmäßigen Buchprüfer beaufsichtigt, welche Gesellschafter sind oder nicht.

21.2. Die Gesellschafterversammlung soll die Anzahl der satzungsmäßigen Buchprüfer bestimmen, sie ernennen und ihre Bezahlung und Amtszeit festlegen. Ein ehemaliger oder derzeitiger satzungsmäßiger Buchprüfer kann von der Gesellschafterversammlung wieder ernannt werden.

21.3. Jeder satzungsmäßige Buchprüfer kann jederzeit fristlos und ohne Grund von der Gesellschafterversammlung abberufen werden.

21.4. Die satzungsmäßigen Buchprüfer haben ein unbegrenztes Recht stetiger Aufsicht und Kontrolle über alle Geschäfte der Gesellschaft.

21.5. Die satzungsmäßigen Buchprüfer können durch einen Experten unterstützt werden, um die Bücher und Konten der Gesellschaft zu prüfen. Dieser Experte muss von der Gesellschaft genehmigt sein.

21.6. Im Falle einer Mehrheit satzungsmäßiger Buchprüfer bilden diese einen Rat satzungsmäßiger Buchprüfer, welcher aus seiner Mitte einen Präsidenten wählen muss. Er kann auch einen Sekretär ernennen, der weder Gesellschafter noch satzungsmäßiger Buchprüfer sein muss. Betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Rats satzungsmäßiger

Buchprüfer sollen die in diesem Gesellschaftsvertrag genannten Regeln betreffend die Ladung zu und das Abhalten von Sitzungen des Geschäftsführerrats anwendbar sein.

21.7. Sofern die Gesellschafter einen oder mehrere unabhängige Buchprüfer (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) in Übereinstimmung mit Artikel 69 des abgeänderten Gesetzes vom 19. Dezember 2002 betreffend das Handelsregister und die Buchhaltung und den Jahresabschluss von Unternehmen bestimmen, so ersetzt/ersetzen dieser/diese unabhängige (n) Buchprüfer den/die satzungsmäßige(n) Buchprüfer

F. Geschäftsjahr - Gewinne - Zwischendividenden

Art. 22. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am ersten Januar jedes Jahres und endet am einunddreißigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 23. Gewinne.

23.1. Vom jährlichen Nettogewinn der Gesellschaft werden mindestens fünf Prozent (5%) der gesetzlichen Rücklage der Gesellschaft zugeführt. Diese Zuführung soll dann nicht mehr verpflichtend sein, sobald und so lange die Gesamtsumme der Rücklage der Gesellschaft zehn Prozent (10%) des Kapitals der Gesellschaft beträgt.

23.2. Die durch einen Gesellschafter an die Gesellschaft erbrachten Einlagen können ebenfalls der gesetzlichen Rücklage zugeführt werden, wenn der einlegende Gesellschafter dieser Zuführung zustimmt.

23.3. Im Falle einer Herabsetzung des Kapitals kann die gesetzliche Rücklage der Gesellschaft im Verhältnis herabgesetzt werden, so dass sie zehn Prozent (10%) des Kapitals nicht übersteigt.

23.4. Unter den gesetzlichen Bedingungen wird die Gesellschafterversammlung beschließen, wie der verbleibende Rest des jährlichen Nettogewinns der Gesellschaft gemäß dem Gesetz und diesem Gesellschaftsvertrag verwendet werden soll.

Art. 24. Zwischendividenden - Emissionsagio.

24.1. Der Geschäftsführerrat oder die Gesellschafterversammlung kann Zwischendividenden zahlen unter der Voraussetzung, dass (i) Zwischenkonten erstellt wurden, nach denen genügend Mittel verfügbar sind, (ii) der auszuschüttende Betrag nicht die Gesamtsumme der Gewinne übersteigt, die seit Abschluss des letzten Geschäftsjahres, für welches der Jahresabschluss genehmigt wurde, realisiert worden sind, einschließlich vorgetragener Gewinne und Summen, die aus zu diesem Zweck verfügbaren Rücklagen entnommen wurden, abzüglich vorgetragener Verluste und solcher Summen, die gemäß dem Gesetz oder diesem Gesellschaftsvertrag der Reserve zuzuführen sind, und (iii) der Buchprüfer der Gesellschaft, falls vorhanden, in seinem Bericht an den Geschäftsführerrat erklärt, dass die beiden erstgenannten Bedingungen erfüllt sind.

24.2. Das Emissionsagio, falls vorhanden, kann durch Gesellschafterbeschluss oder Beschluss der Geschäftsführer unter Beachtung der gesetzlichen Bestimmungen betreffend die Unantastbarkeit des Kapitals und die gesetzliche Rücklage frei an den/die Gesellschafter ausgeschüttet werden.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation durch einen oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ausgeführt, welche von der Gesellschafterversammlung ernannt werden, die die Auflösung der Gesellschaft beschließt und die Befugnisse und Bezahlung der Liquidatoren bestimmt.

H. Anwendbares recht

Art. 26. Anwendbares Recht. Der Gesellschaftsvertrag und seine Auslegung und Interpretation unterliegen Luxemburger Recht. Alle in diesem Gesellschaftsvertrag nicht geregelten Angelegenheiten sollen gemäß dem SPF Gesetz und dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der geänderten Fassung bestimmt werden.

Übergangsbestimmungen

1) Das erste Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am Tag der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2014.

2) Zwischendividenden können auch während des ersten Geschäftsjahres der Gesellschaft ausgeschüttet werden.

Zeichnung und Zahlung

Die zeichnenden Gesellschafter haben die auszubehenden Geschäftsanteile wie folgt gezeichnet:

Herr Kriton Leonidas Anavlavis, vorbenannt,

zahlte zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) gegen Zeichnung von eine Million zweihundertfünfzigtausend (1.250.000) Geschäftsanteilen.

Alle Geschäftsanteile sind ganz in Bar eingezahlt worden, so dass die Summe von zwölftausend fünfhundert Euro (EUR 12.500) von jetzt an der Gesellschaft zur Verfügung steht wie es dem unterzeichneten Notar nachgewiesen wurde.

Auslagen

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen oder Belastungen welcher Art auch immer, die der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung entstanden sind oder die von der Gesellschaft im Zusammenhang mit ihrer Gründung getragen werden sollen, werden auf EUR 1.500,- geschätzt.

Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters

Der Gründungsgesellschafter, welcher das gesamte Kapital der Gesellschaft repräsentiert hat folgende Beschlüsse gefasst.

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Geschäftsführerrats wird auf zwei (2) festgesetzt.
- 2) Die folgenden Personen werden als Mitglieder des Geschäftsführerrats der Gesellschaft ernannt:
 - a) Herr Kriton Leonidas Anavlavlis, geboren am 30. Juli 1962 in Istanbul, Türkei, wohnhaft in 15A Andrea Metaxa Street, 14564 Kifisia, Athens, Griechenland, Klasse A Geschäftsführer; und
 - b) Frau Virginia Jennifer Strelen, geboren am 30 Mai 1977 in Bergisch Gladbach, Deutschland, wohnhaft in 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, Klasse B Geschäftsführerin.
- 3) Die Amtszeit der Mitglieder des Geschäftsführerrats soll zu dem Zeitpunkt enden, an dem die Gesellschafterversammlung/der alleinige Gesellschafter, je nach Lage des Falles, über die Genehmigung des Jahresabschlusses der Gesellschaft für das Geschäftsjahr 2014 bestimmt, oder an jedem anderen, von der Gesellschafterversammlung/vom alleinigen Gesellschafter, je nach Lage des Falles, festgesetzten Zeitpunkt vor diesem Datum.
- 4) Die Anschrift des Gesellschaftssitzes ist 6, rue Jean Monnet, L-2180 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, erklärt hiermit, dass die Urkunde auf Anfrage der erschienenen Partei auf Englisch geschrieben ist, gefolgt von einer deutschen Übersetzung. Auf Anfrage derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und dem deutschen Text soll die englische Fassung vorrangig sein.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, an dem am Anfang dieses Dokuments genannten Tag.

Nachdem das Dokument dem Bevollmächtigten der erschienenen Partei vorgelesen worden ist, hat der Bevollmächtigte diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: B. GILLOT und C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 6 mars 2014. Relation: LAC/2014/10506. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 20. März 2014.

Référence de publication: 2014041533/679.

(140047968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Villars Invest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 140.518.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 17 mars 2014, statuant sur les comptes annuels au 31 décembre 2011 et au 31 décembre 2012 que:

Est réélu en qualité d'Administrateur, pour une période de six ans, son mandat prendra fin lors de l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire prévue en 2019:

- Sefik BIRKIYE SPRL, avec siège social au 7, avenue Lloyd George, B-1000 Bruxelles (Belgique)

Est réélu, Administrateur-Délégué pour la même période:

- Sefik BIRKIYE SPRL, avec siège social au 7, avenue Lloyd George, B-1000 Bruxelles (Belgique)

Suite au non-renouvellement du mandat de la société VIZZION INVEST S.A., l'Assemblée Générale décide de nommer en qualité de nouvel Administrateur pour la même période:

- Monsieur Sefik BIRKIYE, né le 10 novembre 1954 à Ankara (Turquie), demeurant au 7, avenue Lloyd George, B-1000 Bruxelles (Belgique)

En plus, l'Assemblée décide de nommer en qualité de nouveau Commissaire aux comptes pour la même période:

- Fin-Contrôle S.A., avec siège social au 12, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg

Pour extrait conforme

Référence de publication: 2014041156/22.

(140046713) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

Indigo Capital V S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 130.207.

—
EXTRAIT

La société informe du changement suivant:

- L'actionnaire unique Indigo Capital V L.P. a désormais son siège social à l'adresse suivante: 33 St James's Square, Londres, SW1Y 4JS, Royaume Uni.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041516/14.

(140047773) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

IT Works S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 11, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 98.049.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041521/10.

(140048268) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Investway S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2A, route d'Eselborn.

R.C.S. Luxembourg B 159.020.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041519/10.

(140048280) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Jabo Trans S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5370 Schuttrange, 50, rue du Village.

R.C.S. Luxembourg B 176.220.

—
Les comptes annuels du 01/01/2013 au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014041524/10.

(140047717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Greatoo (Europe) Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.

R.C.S. Luxembourg B 166.618.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 21 mars 2014.

Référence de publication: 2014041470/10.

(140048386) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Karmon S.à r.l. SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 179.284.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg. Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Karmon S.à r.l. SPF

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014041528/11.

(140048242) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Kirchbergsee 4 V V S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 185.424.

STATUTES

In the year two thousand fourteen, on the sixth of March.

Before Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

THERE APPEARED:

FORATIS Gründungs GmbH, a company incorporated under the laws of Germany, with its registered office at Kurt-Schumacher-Strasse 18-20, D-53113 Bonn, Germany.

The incorporator is here represented by Liridon ELSHANI, residing professionally in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, by virtue of a power of attorney given under private seal on February 2014.

The aforesaid power of attorney, being initialled "ne varietur" by the person who appeared and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities at the same time.

The incorporator, represented as stated above, has requested the notary to draw up the following Articles of Incorporation of a limited liability company ("société à responsabilité limitée").

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. A private limited liability company ("société à responsabilité limitée") is hereby formed, governed by the present Articles of Incorporation and by current Luxembourg laws, especially the Law of August 10th, 1915 on Commercial Companies, as amended.

Art. 2. The Company's name is "Kirchbergsee 4 V V S.à r.l."

Art. 3.

3.1 The object of the Company is the administration of the Company's own assets, the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

3.2 The Company may borrow and raise funds in any form, except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or to any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Affiliated Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Affiliated Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create securities over all or over some of its assets.

3.3 Furthermore, the Company may invest in the acquisition and management of a portfolio of patents and/or other intellectual property rights of any nature or origin whatsoever.

3.4 The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.5 The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing,

renting, dividing, exhausting, reclaiming, developing, improving, cultivating, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

3.6 The above description is to be understood in the broadest senses and the above enumeration is not restrictive.

Art. 4.

4.1 The Company has its registered office in the City of Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

4.2 The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of an extraordinary meeting of its shareholders deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

4.3 The address of the registered office may be transferred within the municipality by decision of the Board of managers.

4.4 The Company may have offices and branches, both in Luxembourg and abroad.

4.5 In the event that the management should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the management of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The existence of the Company is not affected by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, under any circumstances, to require the attachment of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must refer to the financial statements and to the resolutions of the meetings for the exercise of their rights.

Capital - Shares

Art. 8. The Company's capital is set at EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred EURO), divided into 12,500 (twelve thousand five hundred) shares of EUR 1.- (one EURO) each.

Art. 9. Each share confers an identical voting right as at the time of the passing of resolutions.

Art. 10.

10.1 The shares are freely transferable amongst the shareholders.

Shares may not be transferred inter vivos to non-shareholders unless members representing at least three-quarters of the Company capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise, reference is made to the provisions of Articles 189 and 190 of the Law on Commercial Companies.

10.2 The shares are indivisible with regard to the Company, which shall allow only one owner per share.

Management

Art. 11.

11.1 The Company is managed by one or several managers. If several managers have been appointed, they will constitute a Board of managers.

The manager(s) need not be shareholder(s). The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of shareholders holding a majority of votes.

11.2 In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object and provided that the terms of these Articles have been complied with.

11.3 All powers not expressly reserved by law or the present Articles to the general meeting of shareholders fall within the competence of the manager or, in case of plurality of managers, of the Board of managers.

11.4 The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality, the Board of managers, by the joint signature of any two members of the Board of managers.

11.5 The manager, or in case of plurality of managers, the Board of managers may sub-delegate his/its powers for specific tasks to one or several authorised representative(s).

11.6 The manager, or in case of plurality of managers, the Board of managers shall determine this representative's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his representative agency.

11.7 In case of plurality of managers, the validity of meetings and decision-makings of the Board of managers is subject to the presence of at least the majority of managers.

In this case, the resolutions of the Board of managers shall be adopted by the majority of the managers present or represented.

11.8 The use of video-conferencing equipment and conference calls shall be allowed provided that each participating member of the Board of Managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the Board of Managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

11.9 The powers and remunerations of any managers possibly appointed at a later date in addition to or to replace the first managers will be determined in the deed of appointment.

Art. 12.

12.1 No manager shall be personally liable in his function concerning the obligations validly established by him in the name of the Company; as a representative, he is only responsible for the execution of his mandate.

12.2 The Company shall indemnify any manager as well as his heirs, executors and administrators, against expenses, damages, compensation and costs reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a manager of the Company, or, at the request of the Company, of any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct; in the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement, and only to the extent that the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified did not commit such a breach of duty. The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the manager may be entitled.

Art. 13.

13.1 Resolutions of the manager shall be made in the meeting of the Board of managers.

13.2 Any manager may act for another manager as his proxy at any meeting of managers by appointment in writing or by telefax, cable, telegram or telex.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, formulated either in writing by circular letter, transmitted by ordinary mail, electronic mail, telefax or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

Shareholders' resolutions

Art. 14. Shareholders' resolutions shall be made at shareholder's meetings.

However, the holding of meetings is not compulsory as long as the total number of shareholders is less than twenty-five.

In such case, the management can decide that each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telefax.

Art. 15.

15.1 Resolutions are validly adopted when made by shareholders representing more than half of the capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, a second meeting shall be immediately convened by registered letters to the shareholders.

At this second meeting, resolutions shall be made by the majority of voting shareholders, regardless of the majority of capital represented.

However, resolutions related to an amendment of the Articles of Incorporation shall require a majority vote of shareholders representing three-quarters of the capital.

15.2 Every meeting shall be held in Luxembourg or such other places as the managers may from time to time determine.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and ends on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the assets of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the Company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 18. Each shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the profit and loss account at the registered office of the Company.

Art. 19.

19.1 The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

19.2 Every year, five per cent of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction shall no longer be compulsory when the statutory reserve amounts to one-tenth of the issued capital but must be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been reduced below said amount.

The balance is at the disposal of the shareholders.

However, the shareholders may decide, by majority vote and in accordance with the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidator(s), natural or legal person(s), appointed by the general meeting of shareholders which will specify his/its/their powers and fix his/its/their remuneration.

When the liquidation of the Company is concluded, the assets of the Company will be distributed to the shareholders at the pro-rata relationship of their participation in the share capital of the Company.

Applicable law

Art. 21. The laws mentioned above in Article one shall apply insofar as not otherwise regulated in these Articles of Incorporation.

Transitory provisions

The first financial year shall begin today and shall end on December 31, 2014.

Subscription - Payment

All the 12,500 (twelve thousand five hundred) shares representing the capital have been entirely subscribed as follows and fully paid up in cash:

Shareholder:	Shares:
FORATIS Gründungs GmbH, prenamed	12,500 (twelve thousand five hundred)
Total	12,500 (twelve thousand five hundred)

Therefore, effective immediately, the amount of EUR 12,500.- (twelve thousand five hundred EURO) is at the free disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, have been estimated at about one thousand four hundred euro (EUR 1.400,-).

General meeting

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named person, representing the entirety of the subscribed capital and exercising the powers devolved to the Meeting, passed the following resolutions:

1) The following individual is appointed as manager for an undetermined duration

- Frank Przygodda, manager, born on 28th of February 1968 in Bochum, Germany, with business address at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg;

- Achim Bönninghaus, manager, born on 27th of February 1972 in Freiburg/Breisgau, Germany, with business address at Kurt-Schumacher-Str. 18-20, D-53113 Bonn, Germany;

In accordance with Article eleven of these Articles, the Company shall be bound by the joint signature of any two managers.

2) The Company shall have its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that, on request of the person who appeared, the present incorporation deed is worded in English, followed by a German version; in case of discrepancies between the English and the German text, the English version shall prevail.

In faith of which I, the undersigned notary, have set hand and seal in Luxembourg-City, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person who appeared, said person who appeared signed, together with the Notary, the present original deed.

Deutsche Übersetzung des Vorhergehenden Textes

Im Jahr zweitausendvierzehn am sechsten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Martine SCHAEFFER mit Sitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg

IST ERSCHIENEN:

FORATIS Gründungs GmbH, eine nach deutschem Recht gegründete Gesellschaft mit eingetragenem Geschäftssitz in Kurt-Schumacher-Strasse 18-20, D-53113 Bonn, Deutschland.

Die Gründerin ist hier vertreten durch Herrn Liridon ELSHANI, Privatangestellter, geschäftsansässig in L-1750 Luxemburg, 74, avenue Victor Hugo, aufgrund einer unter privatrechtlichem Siegel abgegebenen Vollmacht vom Februar 2014.

Besagte Vollmacht bleibt, nachdem sie „ne varietur“ von der erschienenen Person und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet wurde, mit dieser Urkunde verbunden und wird mit dieser zusammen bei den für die Eintragung zuständigen Behörden eingereicht.

Die Gründerin, vertreten wie oben angegeben, hat den unterzeichneten Notar beauftragt, die Gründungsurkunde einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) wie folgt aufzusetzen:

Firma - Sitz - Zweck - Dauer

Art. 1. Hiermit wird eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung („société à responsabilité limitée“) errichtet, die dieser Gründungsurkunde und den derzeit in Luxemburg geltenden Gesetzen, insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils geltenden Fassung, unterliegt.

Art. 2. Die Firma der Gesellschaft lautet „Kirchbergsee 4 V V S.à r.l.“

Art. 3.

3.1 Der Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung des eigenen Vermögens, die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in jeglicher Form in Luxemburg oder im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Genussscheine, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel und ganz allgemein alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonen gleich welcher Art begeben wurden.

3.2 Die Gesellschaft kann Mittel in jeglicher Form, außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot, aufnehmen und beschaffen. Sie kann - ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung - Notes, Anleihen und Schuldverschreibungen sowie Schuldtitel und/oder Aktienwerte emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Schuldtiteln, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend als die „verbundenen Unternehmen“ bezeichnet). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu besichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

3.3 Die Gesellschaft kann außerdem in den Erwerb und das Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

3.4 Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

3.5 Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Erschließung, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Vermögen oder Immobilien.

3.6 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Art. 4.

4.1 Der eingetragene Geschäftssitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg-Stadt, Großherzogtum Luxemburg.

4.2 Der eingetragene Sitz kann durch Beschluss einer außerordentlichen Gesellschafterversammlung, die in der für eine Änderung der Satzung vorhergesehenen Weise beschließt, an jeden anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg verlegt werden.

4.3 Auf Beschluss der Geschäftsführer kann der eingetragene Sitz der Gesellschaft innerhalb der Gemeinde verlegt werden.

4.4 Die Gesellschaft kann Niederlassungen und Zweigniederlassungen in Luxemburg und im Ausland haben.

4.5 Sollte die Geschäftsführung feststellen, dass außerordentliche Entwicklungen politischer, wirtschaftlicher oder gesellschaftlicher Art stattgefunden haben oder bevorstehen, welche die normale Geschäftstätigkeit der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Geschäftssitz oder die reibungslose Kommunikation zwischen dem eingetragenen Geschäftssitz und Personen im Ausland beeinträchtigen werden, kann der eingetragene Geschäftssitz bis zum vollständigen Ende dieser außerordentlichen Umstände vorübergehend ins Ausland verlegt werden. Diese vorübergehenden Maßnahmen werden die Nationalität der Gesellschaft nicht beeinträchtigen. Sie bleibt trotz vorübergehender Verlegung des eingetragenen Geschäftssitzes eine luxemburgische Gesellschaft. Solche vorübergehenden Maßnahmen werden ergriffen und allen interessierten Parteien durch die Geschäftsführung der Gesellschaft bekanntgegeben.

Art. 5. Die Gesellschaft wird auf unbefristete Dauer errichtet.

Art. 6. Die Existenz der Gesellschaft wird durch den Tod, die Aufhebung der bürgerlichen Rechte oder die Insolvenz eines der Gesellschafter nicht beeinträchtigt.

Art. 7. Die Gläubiger, Vertreter, rechtmäßigen Inhaber oder Erben der Gesellschafter dürfen unter keinen Umständen die Beschlagnahme von Vermögenswerten und Dokumenten der Gesellschaft verlangen oder in irgendeiner Weise in die Verwaltung der Gesellschaft eingreifen. Für die Ausübung ihrer Rechte müssen sie sich auf die Finanzberichte und die Beschlüsse der Versammlungen berufen.

Kapital - Anteile

Art. 8. Das Gesellschaftskapital beläuft sich auf 12.500,- EUR (zwölftausendfünfhundert Euro), aufgeteilt auf 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile von jeweils 1,- EUR (einem Euro).

Art. 9. Jeder Anteil gewährt dieselben Stimmrechte zum Zeitpunkt der Beschlussfassung.

Art. 10.

10.1 Unter den Gesellschaftern sind die Anteile frei übertragbar.

Die Anteile dürfen nicht „inter vivos“ an Nicht-Gesellschafter übertragen werden, es sei denn die Vertreter von wenigstens drei Vierteln des Gesellschaftskapitals haben einer solchen Übertragung in einer Generalversammlung zugestimmt.

Im Übrigen wird auf die Bestimmungen von Artikel 189 und 190 des Gesetzes über Handelsgesellschaften verwiesen.

10.2 Die Anteile sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar; diese lässt je Anteil nur einen Inhaber zu.

Geschäftsführung

Art. 11.

11.1 Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführern geleitet. Wurden mehrere Geschäftsführer bestellt, bilden diese die „Geschäftsführung“.

Der/Die Geschäftsführer muss/müssen nicht Gesellschafter sein. Die Geschäftsführer können zu jeder Zeit mit oder ohne Grund durch einen Beschluss des Gesellschafters/der Gesellschafter mit Stimmenmehrheit abberufen werden.

11.2 Im Umgang mit Dritten hat der/haben die Geschäftsführer alle Befugnisse, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle Handlungen und Tätigkeiten durchzuführen, die im Einklang mit dem Gesellschaftszweck stehen, vorausgesetzt, dass die Bestimmungen dieser Gründungsurkunde beachtet werden.

11.3 Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder diese Gründungsurkunde der Generalversammlung der Gesellschafter vorbehalten sind, fallen in die Zuständigkeit des alleinigen Geschäftsführers oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, der Geschäftsführung.

11.4 Die Gesellschaft ist durch Einzelunterschrift ihres alleinigen Geschäftsführers oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, durch die gemeinsame Unterschrift von jeweils zwei Mitgliedern der Geschäftsführung gebunden.

11.5 Der Geschäftsführer oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, die Geschäftsführung kann seine/ihre Befugnisse für besondere Aufgaben an einen oder mehrere bevollmächtigte Vertreter übertragen.

11.6 Der Geschäftsführer oder, im Falle von mehreren Geschäftsführern, die Geschäftsführung hat die Zuständigkeiten und Vergütung (falls zutreffend) dieses Vertreters festzulegen sowie die Dauer der Vertretung und alle sonstigen maßgeblichen Bedingungen seiner Vertretung.

11.7 Im Falle von mehreren Geschäftsführern werden die Sitzungen der Geschäftsführung nur gültig abgehalten und Beschlüsse nur wirksam gefasst, wenn mindestens die Mehrheit der Geschäftsführer anwesend ist.

In diesem Fall werden die Beschlüsse der Geschäftsführung durch die Mehrzahl der anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer verabschiedet.

11.8 Der Einsatz von Videokonferenzeinrichtungen und Telefonkonferenzen ist zulässig, vorausgesetzt jedes teilnehmende Mitglied der Geschäftsführung ist in der Lage, alle anderen teilnehmenden Mitglieder zu hören und von diesen gehört zu werden, gleich ob sie diese Technologie nutzen oder nicht, und jedes teilnehmende Mitglied der Geschäftsführung gilt als anwesend und ist dazu ermächtigt, per Video oder Telefon abzustimmen.

11.9 Die Befugnisse und Vergütung der Geschäftsführer, die möglicherweise zu einem späteren Zeitpunkt zusätzlich oder anstelle der ersten Geschäftsführer bestellt werden, werden in der Bestellungsurkunde festgelegt.

Art. 12.

12.1 Kein Geschäftsführer ist im Rahmen seiner Funktion für die von ihm wirksam im Namen der Gesellschaft eingegangenen Verpflichtungen persönlich haftbar; als Vertreter ist er lediglich für die Ausübung seines Mandats verantwortlich.

12.2 Die Gesellschaft stellt einen Geschäftsführer sowie dessen Erben, Testamentsvollstrecker und Vermögensverwalter von allen Ausgaben, Schäden, Aufwendungen und Kosten frei, die diesem in vertretbarem Maße in Verbindung mit einer Klage, einem Prozess oder Gerichtsverfahren entstanden sind, in welche er aufgrund der Tatsache verwickelt wurde, dass er ein Geschäftsführer der Gesellschaft ist oder war, oder auf Verlangen der Gesellschaft ein Geschäftsführer einer anderen Gesellschaft ist oder war, bei der die Gesellschaft Aktionär oder Gläubiger ist, und von der freigestellt zu werden er nicht berechtigt ist - außer in Verbindung mit Angelegenheiten, bei denen er zum Abschluss einer solchen Klage, eines solchen Prozesses oder Gerichtsverfahrens wegen grober Fahrlässigkeit oder groben Fehlverhaltens verurteilt wurde. Im Falle eines Vergleichs erfolgt die Entschädigung lediglich im Zusammenhang mit Angelegenheiten, die unter den Vergleich fallen, und nur sofern die Gesellschaft von ihren Rechtsbeiständen in Kenntnis gesetzt wird, dass die zu entschädigende Person keine derartige Pflichtverletzung begangen hat. Der vorliegende Anspruch auf Entschädigung schließt andere Rechte des Geschäftsführers nicht aus.

Art. 13.

13.1 Geschäftsführerbeschlüsse sind in der Sitzung der Geschäftsführung zu fassen.

13.2 Jeder Geschäftsführer kann in einer Sitzung der Geschäftsführung einen anderen Geschäftsführer durch schriftliche Ernennung oder Ernennung per Fax, Telegramm oder Telex vertreten.

Schriftliche Beschlüsse, die von allen Geschäftsführern genehmigt und unterzeichnet werden, haben dieselbe Rechtswirkung wie die bei einer Sitzung der Geschäftsführung gefassten Beschlüsse.

In solchen Fällen erfolgt die Beschlussfassung oder Entscheidung ausdrücklich durch Formulierung entweder per Rundschreiben und Übertragung per Brief, elektronischer Post oder Telefax oder per Telefon, Telekonferenz oder andere Telekommunikationsmittel.

Beschlüsse der Gesellschafter

Art. 14. Gesellschafterbeschlüsse werden auf der Gesellschafterversammlung getroffen.

Das Abhalten von Versammlungen ist jedoch nicht vorgeschrieben, solange es weniger als fünfundzwanzig Gesellschafter gibt.

In diesem Fall kann die Geschäftsführung beschließen, dass jeder Gesellschafter den vollständigen Text jedes zu fassenden Beschlusses oder jeder zu treffenden Entscheidung erhält; die Übermittlung erfolgt per Post, E-Mail oder Telefax.

Art. 15.

15.1 Beschlüsse werden rechtswirksam mit den Stimmen der Gesellschafter, die mehr als die Hälfte des Kapitals vertreten, gefasst.

Wird dieses Quorum bei der ersten Versammlung nicht erreicht, ist mittels Einschreiben an die Gesellschafter unverzüglich eine zweite Versammlung einzuberufen.

Auf dieser zweiten Versammlung werden Beschlüsse durch die Mehrheit der stimmberechtigten Gesellschafter, unabhängig von der Mehrheit des vertretenen Kapitals, gefasst.

Beschlüsse über die Änderung der Gründungsurkunde bedürfen jedoch einer Stimmenmehrheit der Gesellschafter, die drei Viertel des Kapitals vertreten.

15.2 Jede Versammlung findet in Luxemburg oder an einem Ort, den die Geschäftsführer jeweils bestimmen können, statt.

Geschäftsjahr - Bilanz

Art. 16. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember.

Art. 17. Die Geschäftsführung erstellt jedes Jahr zum 31. Dezember eine Bilanz, die eine Aufzeichnung der Aktiva und Passiva der Gesellschaft umfasst und zusammen mit einem Anhang vorgelegt wird, der eine Zusammenfassung sämtlicher Verpflichtungen und Schulden des Geschäftsführers/der Geschäftsführer gegenüber der Gesellschaft enthält.

Gleichzeitig wird die Geschäftsführung eine Gewinn- und Verlustrechnung erstellen, die der Generalversammlung der Gesellschafter zusammen mit der Bilanz vorgelegt wird.

Art. 18. Jeder Gesellschafter kann das Inventar, die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung am eingetragenen Geschäftssitz der Gesellschaft einsehen.

Art. 19.

19.1 Der Guthabensaldo der Gewinn- und Verlustrechnung, nach Abzug der Ausgaben, Kosten, Abschreibungen, Aufwendungen und Rückstellungen, stellt den Nettogewinn der Gesellschaft dar.

19.2 Fünf Prozent des Nettogewinns werden jedes Jahr der gesetzlichen Rücklage zugeführt.

Dieser Abzug ist nicht mehr zwingend erforderlich, wenn die gesetzliche Rücklage ein Zehntel des gezeichneten Kapitals der Gesellschaft erreicht hat, muss jedoch wieder aufgenommen werden, bis die Rücklage vollständig wiederhergestellt ist, falls sie zu irgendeinem Zeitpunkt, gleich aus welchem Grund, unter den genannten Betrag gesenkt wurde.

Der Saldo steht den Gesellschaftern zur Verfügung.

Die Gesellschafter können jedoch, mit der Mehrheit der Stimmen und in Einklang mit den geltenden Gesetzen, beschließen, dass der Gewinn nach Abzug der Rücklagen entweder vorgetragen oder einer außerordentlichen Rücklage zugeführt wird.

Auflösung - Liquidation

Art. 20. Die Liquidation wird von einem oder mehreren Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, vorgenommen, der/die von der Generalversammlung der Gesellschafter ernannt wird/werden, die dessen/deren Befugnisse festlegt und dessen/deren Entlohnung bestimmt.

Nach Abschluss der Liquidation der Gesellschaft wird das Vermögen der Gesellschaft an die Gesellschafter im Verhältnis ihrer Beteiligung am Kapital der Gesellschaft aufgeteilt.

Anwendbares Recht

Art. 21. Es gelten die in Artikel eins aufgeführten gesetzlichen Bestimmungen, sofern in dieser Satzung nichts Abweichendes bestimmt ist.

Übergangsbestimmungen

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2014.

Zeichnung - Zahlung

Alle 12.500 (zwölftausendfünfhundert) Anteile, die das Kapital bilden, wurden wie folgt gezeichnet und vollständig in bar eingezahlt:

Gesellschafter:	Anteile:
FORATIS Gründungs GmbH, vorgenannt	12.500 (zwölftausendfünfhundert)
Total	12,500 (zwölftausendfünfhundert)

Der Betrag von 12.500,- EUR (zwölftausendfünfhundert Euro) steht der Gesellschaft daher mit sofortiger Wirkung zur freien Verfügung, was dem Notar ordnungsgemäß nachgewiesen wurde.

Kostenschätzung

Die Kosten, Ausgaben, Gebühren und Aufwendungen gleich welcher Art, die von der Gesellschaft in Verbindung mit ihrer Gründung zu tragen sind oder dieser belastet werden, wurden auf rund eintausendvierhundert Euro (EUR 1.400,-) geschätzt.

Generalversammlung

Unmittelbar nach der Gründung der Gesellschaft hat die oben bezeichnete Person, die die Gesamtheit des gezeichneten Kapitals vertritt und die der Versammlung übertragenen Befugnisse ausübt, folgende Beschlüsse gefasst:

1) Die folgende Person wird auf unbestimmte Dauer zum Geschäftsführer bestellt:

- Frank Przygodda, Geschäftsführer, geboren am 28. Februar 1968 in Bochum, Deutschland, geschäftsansässig 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg;

- Achim Bönninghaus, Geschäftsführer, geboren am 27. Februar 1972 in Freiburg/Breisgau, Deutschland, geschäftsansässig Kurt-Schumacher-Str. 18-20, D-53113 Bonn, Germany.

In Einklang mit Artikel elf dieser Gründungsurkunde ist die Gesellschaft durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Geschäftsführern gebunden.

2) Die Gesellschaft wird ihren eingetragenen Geschäftssitz in 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxemburg haben.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch spricht und versteht, bestätigt hiermit, dass auf Anfrage der erschienenen Person die vorliegende Gründungsurkunde in englischer Sprache verfasst wurde und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist. Im Falle von Abweichungen zwischen dem englischen und deutschen Text ist die englische Fassung maßgebend.

Zur Beurkundung dessen wurde diese Urkunde von mir als unterzeichnetem Notar in Luxemburg-Stadt am eingangs angegebenen Datum unterzeichnet und gesiegelt.

Nachdem der erschienenen Person die Urkunde vorgelesen wurde, hat die erschienene Person die vorliegende Originalurkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 13 mars 2014. Relation: LAC/2014/11818. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041531/421.

(140047714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Altus International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 83.512.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal d'une assemblée générale ordinaire tenue en date du 7 juin 2013 que:

L'assemblée décide de reconduire les mandats des administrateurs suivants:

- Monsieur Luc Hilger, né le 16 novembre 1974 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg,

- Monsieur Jean Nicolas Weber, né le 17 mai 1950 à Wiltz, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg,

- Monsieur Guy Lanners, né le 9 septembre 1965 à Luxembourg, demeurant professionnellement au 36, avenue Marie-Thérèse L-2132 Luxembourg.

Leurs mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2019.

L'assemblée décide de reconduire le mandat de commissaire aux comptes de la société Fiduc-Concept Sarl, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B38.136, avec siège social au 36, avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg.

Son mandat prendra fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'an 2019.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014041289/22.

(140048293) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

JM IT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8184 Kopstal, 13, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 157.707.

—
Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014041526/10.

(140048276) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

ITT S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 4, rue Albert Borschette.

R.C.S. Luxembourg B 97.649.

—
Extrait des décisions du conseil de gérance prises par voie circulaire en date du 20 février 2014

En date du 20 février 2014, les membres du conseil de gérance, ont décidé à l'unanimité des voix de:

- transférer le siège social de la Société du 48, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte 1330 Luxembourg, au 4, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec date effective au 1^{er} mars 2014.

La nouvelle adresse professionnelle de Jean-Marie Bettinger est la suivante: 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg.

La nouvelle adresse professionnelle de Magali Fetique est la suivante: 42, rue de la Vallée L-2661 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 mars 2014.

ITT S.à r.l.

Référence de publication: 2014041522/16.

(140048400) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

TFL Luxembourg Holdings S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.
R.C.S. Luxembourg B 178.348.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041141/10.

(140047543) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

T & C International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 115.183.

Extrait des décisions prises par le conseil d'administration en date du 21 février 2014

Le siège a été transféré de L-1331 Luxembourg, 65, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert avec effet au 1^{er} mars 2014.

Veillez noter que les adresses professionnelles de Mme Katia CAMBON, M. Sébastien ANDRE et M. Franck BETH, se situent désormais au L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Pour extrait et avis sincères et conformes

Pour T & C INTERNATIONAL S.A.

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014041120/16.

(140047573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

**Devaux Audit & Tax, Société à responsabilité limitée,
(anc. Devaux & Associés S.à r.l.).**

Capital social: EUR 212.400,00.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 121, rue de Muhlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 92.355.

L'AN DEUX MILLE QUATORZE, LE QUATORZE MARS.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Monsieur Benoit DEVAUX, réviseur d'entreprises, né à Bastogne le 17 juin 1966, demeurant professionnellement 121, rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg,

lequel comparant, a requis le notaire instrumentaire, d'acter ce qui suit:

Qu'il est le seul et unique associé de la société à responsabilité limitée «Devaux Audit & Tax», ayant son siège social au 121, rue de Muhlenbach, L-2168 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B 92355, constituée sous la dénomination de «Devaux & Associés S.à r.l.» suivant acte de Maître Gérard LECUIT, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 12 février 2003, publié au Mémorial C, numéro 394 du 10 avril 2003.

Les statuts de la société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire instrumentant en date du 27 décembre 2013, publié au Mémorial C numéro 376 du 11 février 2014.

L'associé unique prénommé, représentant la totalité du capital social de la société, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, a pris la résolution unique suivante:

Résolution unique

L'associé unique décide de changer l'objet social de la société et déclare modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5.** La société a pour objet l'exercice de toutes les activités relevant directement ou indirectement des professions de réviseur d'entreprises agréé et d'expert-comptable, y compris l'audit, le contrôle légal des comptes, les missions confiées par la loi aux réviseurs d'entreprises agréés ou les missions contractuelles d'audit et de certification, l'expertise comptable, le conseil ou l'assistance dans les domaines de la fiscalité, de la création, gestion, cession ou restructuration

d'entreprises, vente de tous produits ayant trait à toutes ces activités, organisation de séminaires et formations, gestion de valeurs mobilières et immobilières, ainsi que toutes activités consultatives ou d'assistance dans les secteurs au sens large des finances, du management et de l'environnement ou du développement durable, ainsi que dans tous domaines y relatifs.

La société peut encore exercer toutes activités accessoires à l'objet principal. Elle pourra notamment prendre des participations dans toutes sociétés exerçant des activités similaires ou complémentaires et accomplir toutes opérations commerciales, financières, mobilières ou immobilières utiles à son activité ou pouvant en faciliter l'extension ou le développement.»

Dépenses

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société sont estimés à EUR 1.100 (mille cent euros).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à l'associé unique, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom, état et demeure, celui-ci a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: B. DEVAUX, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 19 mars 2014. Relation: RED/2014/588. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 21 mars 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014041381/50.

(140048060) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.

Round Square Cube S.à r.l., Société à responsabilité limitée soparfi.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 92, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 153.845.

L'an deux mille quatorze, le vingt-cinq février

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu

la société à responsabilité italienne SIST SOCIETÀ ITALIANA SERVIZI TRUST Srl avec siège au I-20121 Milan, Via Cordusio 2, inscrite au Registre des Entreprises de Milan sous le numéro 05679390962, société agissant en voie fiduciaire suivant la loi italienne du 23 novembre 1939 n. 1966,

ici représentée par Mr Gianpiero SADDI, clerc de notaire, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 25 février 2014, jointe en annexe au présent acte avec lequel elle sera formalisée,

en sa qualité d'associé unique de ROUND SQUARE CUBE Sàrl une société à responsabilité limitée constituée sous les lois du Grand-duché de Luxembourg ayant son siège social au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des sociétés de Luxembourg sous la section B numéro 153 845,

constituée, en vertu d'un acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, le 22 juin 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1593 du 5 août 2010, page 76435, dont les statuts ont été amendés suivant acte de Maître Martine SCHAEFFER, notaire résidence à Luxembourg, le 15 juillet 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2112 du 30 août 2013, page 101373.

L'associé unique expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I: Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1. Approbation du bilan de l'exercice clos au 31 décembre 2013 et décharge aux organes sociaux.
2. Transfert du siège social statutaire, du siège réel, du lieu du principal établissement, de l'administration centrale du Grand Duché du Luxembourg vers l'Italie, et transformation de la société en une société italienne, sans dissolution préalable, mais par continuation en Italie de la personnalité juridique de la société luxembourgeoise, et cela en conformité avec la loi luxembourgeoise.
3. Refonte complète de l'acte de constitution et des statuts pour les adapter à la législation italienne et plus particulièrement de la détermination de la durée de la société ainsi que de son objet et ce comme suit:

Art. 2. Oggetto sociale.

1. La società ha per oggetto: l'acquisto (anche mediante partecipazione ad aste giudiziarie e/o fallimentari e stralci di crediti), la vendita, la permuta, il conferimento, la locazione (non finanziaria) di beni immobili di qualsivoglia destinazione,

inclusi pubblici esercizi, anche ad uso di affittacamere, siti nel territorio italiano od anche all'estero, comprese aree edificabili, e la relativa gestione, per conto proprio e/o di terzi;

- la costruzione, la ristrutturazione ed il risanamento conservativo di beni immobili, sia civili che industriali e/o commerciali, sia in Italia che all'estero, anche mediante concessione ed assunzione di appalti per l'esecuzione di qualsivoglia opera relativa;

- l'effettuazione di ricerche immobiliari, finanziarie e di mercato per l'individuazione delle aree e delle strategie di vendita e/o acquisto, l'esecuzione di promozioni immobiliari, il tutto avvalendosi anche dell'operato di terzi e di professionisti abilitati per competenza e sotto forma di incarichi e subappalti, con espressa esclusione dell'attività di intermediazione. All'uopo la società potrà promuovere l'intrattenimento di rapporti di interscambio con analoghe società in Italia e all'estero, dando completa assistenza sull'analisi delle strategie e la formulazione degli obiettivi di mercato (dalla definizione di una politica alla messa in opera di singole operazioni) e prestando altresì i servizi per l'organizzazione aziendale volti ad ottimizzare l'attività di privati, aziende ed enti, attraverso lo svolgimento di studi e ricerche, l'organizzazione di corsi di formazione, di meetings, di seminari, di riunioni, di conferenze, di congressi, e di eventi in genere.

La società potrà pertanto compiere tutte le attività promozionali legate al raggiungimento dell'oggetto sociale e precisamente, a mero titolo esemplificativo e non esaustivo:

- l'organizzazione, la promozione e la sponsorizzazioni di eventi od operazioni speciali legate al marchio sociale o a quello eventualmente preso in concessione.

La società può assumere e concedere agenzie, commissioni, rappresentanze, con o senza deposito, e mandati, acquistare, utilizzare e trasferire brevetti, know-how e altre opere dell'ingegno umano, compiere ricerche di mercato ed elaborazioni di dati per conto proprio e per conto di terzi, concedere e ottenere licenze di sfruttamento commerciale nonché compiere tutte le operazioni commerciali (anche di import - export), finanziarie, mobiliari e immobiliari, necessarie o utili per il raggiungimento degli scopi sociali.

La società può altresì assumere interessenze e partecipazioni in altre società o imprese di qualunque natura aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio ovvero aventi una funzione strumentale al raggiungimento dell'oggetto sociale, concedere finanziamenti, rilasciare fidejussioni e altre garanzie in genere, anche reali, acquistare e cedere crediti.

Art. 3. Durata della società.

1. La durata della società è fissata fino al 2060.

4. Démission du gérant actuel et nomination du ou des nouveaux gérant(s);

5. Décharge du gérant;

6. Divers.

Exposé:

L'associé unique déclare que la société entend transférer son siège statutaire et de direction effective en Italie.

La présente assemblée a pour objet de décider le transfert du siège statutaire, de direction effective et de l'administration centrale de la société du Grand-Duché de Luxembourg vers l'Italie, et plus spécialement au I- 20121 Milan, Via Cordusio 2, dans les formes et conditions prévues par la loi luxembourgeoise.

De plus il est nécessaire d'ajuster les statuts de la société à la loi du nouveau pays du siège social.

L'associé unique prend ensuite les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique approuve le bilan au 31 décembre 2013 tel que présenté par le gérant et donne décharge au gérant pour l'exécution de son mandat pour l'exercice clos au 31 décembre 2013, lequel bilan reste annexé au présent acte.

Deuxième résolution

L'associé unique décide que le siège social statutaire, le principal établissement, l'administration centrale et le siège de direction effective de la société sont transférés du Luxembourg vers l'Italie et plus précisément au I-20121 Milan, Via Cordusio 2, avec effet lors de l'inscription de la société au Registre des Entreprises de Milan, et emportant conséquence pour la société d'adopter la nationalité italienne et d'être soumise à la loi italienne.

Ce changement de nationalité n'ayant pas pour effet de modifier la personnalité juridique de la société qui restera inchangée (società a responsabilità limitata), spécialement d'un point de vue légal et financier, a pour conséquence que cette société passera de la nationalité luxembourgeoise à la nationalité italienne et ce sans liquidation ni changement dans la personnalité juridique de la société.

La procédure de radiation de la société sera effectuée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg dès réception de l'extrait attestant de son inscription auprès du Registre des Entreprises de Milan (Italie).

L'associé unique donne en outre mandat à M. Paolo PANICO et à Mme Catherine DOGAT, gérants d'entreprises avec adresse professionnelle au 92 rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, chacun sous sa signature individuelle, de présenter les déclarations fiscales et de faire le nécessaire pour rayer la société des registres publics, et à cet effet de faire toute déclaration, de signer tout acte et/ou procès verbal, et de représenter la société aussi devant les autorités publiques, et en général de faire tout ce qui est nécessaire ou simplement utile pour exécuter le présent mandat.

Troisième résolution

L'associé unique décide de modifier ou de remplacer les statuts et l'acte de constitution de la société dans la mesure nécessaire pour les rendre conformes à la législation italienne et ainsi adopter les statuts tels que rédigés dans le document annexé au présent acte, forme dans laquelle ils seront insérés au Registre des Entreprises italien, et plus particulièrement à ce sujet décide:

- de changer la dénomination de «ROUND SQUARE CUBE Srl» en «ROUND SQUARE CUBE Srl»
- de donner à l'objet social cette définition en langue italienne:

1. La società ha per oggetto: l'acquisto (anche mediante partecipazione ad aste giudiziarie e/o fallimentari e stralci di crediti), la vendita, la permuta, il conferimento, la locazione (non finanziaria) di beni immobili di qualsivoglia destinazione, inclusi pubblici esercizi, anche ad uso di affittacamere, siti nel territorio italiano od anche all'estero, comprese aree edificabili, e la relativa gestione, per conto proprio e/o di terzi;

* la costruzione, la ristrutturazione ed il risanamento conservativo di beni immobili, sia civili che industriali e/o commerciali, sia in Italia che all'estero, anche mediante concessione ed assunzione di appalti per l'esecuzione di qualsivoglia opera relativa;

* l'effettuazione di ricerche immobiliari, finanziarie e di mercato per l'individuazione delle aree e delle strategie di vendita e/o acquisto, l'esecuzione di promozioni immobiliari, il tutto avvalendosi anche dell'operato di terzi e di professionisti abilitati per competenza e sotto forma di incarichi e subappalti, con espressa esclusione dell'attività di intermediazione. All'uopo la società potrà promuovere l'intrattenimento di rapporti di interscambio con analoghe società in Italia e all'estero, dando completa assistenza sull'analisi delle strategie e la formulazione degli obiettivi di mercato (dalla definizione di una politica alla messa in opera di singole operazioni) e prestando altresì i servizi per l'organizzazione aziendale volti ad ottimizzare l'attività di privati, aziende ed enti, attraverso lo svolgimento di studi e ricerche, l'organizzazione di corsi di formazione, di meetings, di seminari, di riunioni, di conferenze, di congressi, e di eventi in genere.

La società potrà pertanto compiere tutte le attività promozionali legate al raggiungimento dell'oggetto sociale e precisamente, a mero titolo esemplificativo e non esaustivo:

* l'organizzazione, la promozione e la sponsorizzazioni di eventi od operazioni speciali legate al marchio sociale o a quello eventualmente preso in concessione.

La società può assumere e concedere agenzie, commissioni, rappresentanze, con o senza deposito, e mandati, acquistare, utilizzare e trasferire brevetti, know-how e altre opere dell'ingegno umano, compiere ricerche di mercato ed elaborazioni di dati per conto proprio e per conto di terzi, concedere e ottenere licenze di sfruttamento commerciale nonché compiere tutte le operazioni commerciali (anche di import - export), finanziarie, mobiliari e immobiliari, necessarie o utili per il raggiungimento degli scopi sociali.

La società può altresì assumere interessenze e partecipazioni in altre società o imprese di qualunque natura aventi oggetto analogo, affine o connesso al proprio ovvero aventi una funzione strumentale al raggiungimento dell'oggetto sociale, concedere finanziamenti, rilasciare fidejussioni e altre garanzie in genere, anche reali, acquistare e cedere crediti.

- d'établir la durée suivante:

1. La durata della società è fissata fino al 2060.

Il est entendu que les formalités prévues pour que l'adoption de ces nouveaux statuts soit faite en conformité avec la loi italienne devront être accomplies.

Quatrième résolution

L'associé unique décide d'accepter la démission du gérant actuel, la société PRIVATE TRUSTEES SA.

L'associé unique décide de nommer, en conformité avec la loi italienne et l'article 19 des statuts de ROUND SQUARE CUBE Srl, un nouveau gérant unique (amministratore unico), à savoir: Mme Carla RICCIOLINI, entrepreneur, née à Vicenza (Italie) le 16 avril 1968 et demeurant au I-36015 Schio (VI), Via Pasini 56.

Le nouveau gérant est nommé pour une durée indéterminée.

L'associé unique décide de conférer tous pouvoirs au nouveau gérant agissant individuellement et avec pleins pouvoirs de substitution:

- pour apporter aux statuts et à l'acte de constitution et à l'acte de transfert du siège toutes les modifications qui pourraient lui être demandées par les autorités italiennes compétentes en vue de l'enregistrement de la société comme une société soumise à la loi italienne;
- pour permettre le dépôt de tous actes et documents avec les autorités italiennes compétentes.

Cinquième résolution

L'associé unique décide d'accorder pleine décharge au gérant actuel dans l'exercice de ses fonctions et ce jusqu'à ce jour.

Sixième résolution

L'associé unique déclare encore que la Société est propriétaire de deux appartements à Londres, Royaume Uni, sis aux adresses suivantes:

- Flat 1, 20 Endell Street, London WC2H 9BD
- Flat 3, 59 Ifield Road, London SW10 9AU

Le nouveau gérant unique de la Société est chargé de faire le nécessaire afin de procéder aux mutations immobilières auprès des autorités compétentes au Royaume Uni.

Déclaration PRO FISCO:

L'associé unique décide que le transfert du siège et le changement de nationalité en découlant n'auront pas d'effet sur la personnalité juridique de la Société qui devra continuer en Italie sans qu'il s'opère de dissolution ou liquidation de la Société.

Frais:

Le montant des frais, dépenses ou charges, sous quelque forme que ce soit incombant à la société ou étant mis à sa charge du fait de la présente assemblée générale extraordinaire, est approximativement évalué, sans nul préjudice, à la somme de EUR 3.000.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, à la date figurant sur l'en-tête des présentes.

Après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, les comparants ont signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: G. Saddi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 7 mars 2014. Relation: LAC/2014/10794. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 18 mars 2014.

Référence de publication: 2014039717/168.

(140045421) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Vimur S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2241 Luxembourg, 4, rue Tony Neuman.

R.C.S. Luxembourg B 63.516.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 17 mars 2014

Le mandat des administrateurs venant à échéance avec la présente assemblée, l'assemblée a renouvelé pour une période de six ans prenant fin avec l'assemblée générale ordinaire de 2020, le mandat des administrateurs

Evelyne JASTROW, administrateur de sociétés, demeurant 208, rue des Romains L-8041 Bertrange

Marc Alain JASTROW, administrateur de sociétés, demeurant 208, rue des Romains L-8041 Bertrange

IMMOLYS S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 4, rue Tony Neuman L-2241 Luxembourg, représenté par son administrateur délégué Evelyne JASTROW 208, rue des Romains L 8041 Bertrange

et celui de commissaire aux comptes

SAFILUX S.A., société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social 4, rue Tony Neuman L 2241 Luxembourg

Pour copie conforme

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014041160/19.

(140047550) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mars 2014.

VIP Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 184.597.

In the year two thousand and fourteen, on the eighth day of January, before Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the sole shareholder (the Meeting) of VIP Holding S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing and organized under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,

having its registered office at 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital amounting to twenty thousand United States dollars (USD 20,000.-) and in the process of being registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies (the Company). The Company has been incorporated pursuant to a deed of Maître Francis Kessler, notary residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, dated December 18, 2013, not published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

THERE APPEARED:

Vitol Investment Partnership Limited, a limited partnership incorporated under the laws of Jersey, having its registered office at 3rd Floor, South Tower 29/31, Esplanade St Helier Jersey, JE 23QA, registered with the Companies Registry of the Jersey Financial Services Commission, under number 114273 (the Sole Shareholder),

here represented by Mrs Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, private employee, whose professional address is in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The proxy of the Sole Shareholder, after having been signed *ne varietur* by the proxy holder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated above, declares and requests the notary to record that:

I. the Sole Shareholder holds the entire share capital of the Company;

II. the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Creation of one (1) class of tracking shares in the share capital of the Company (i.e. the class A tracker shares) and conversion of one hundred (100) of the twenty thousand (20,000) existing shares of the Company into class A tracker shares;

2. Amendment and full restatement of the articles 5, 15.2. and 16.2. of the articles of association of the Company in order to reflect the above item;

3. Amendment to the register of shareholders of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any employee of Ipes (Luxembourg) S.A. to proceed on behalf of the Company to the reclassification of the existing shares of the Company into ordinary shares and class A tracker shares in the share register of the Company; and

4. Miscellaneous.

III. the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to (i) create one (1) class of tracking shares in the share capital of the Company (i.e. the class A tracker shares) and (ii) convert one hundred (100) of the existing twenty thousand (20,000) shares of the Company held by the Sole Shareholder into class A tracker shares.

As a result of the above resolution, the share capital of the Company is divided into (i) nineteen thousand nine hundred (19,900) ordinary shares and (ii) one hundred (100) class A tracker shares, in registered form, having a nominal value of one United State Dollar (USD 1) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend and fully restate articles 5, 15.2 and 16.2 of the Articles, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twenty thousand United States Dollars (USD 20,000), represented by (i) nineteen thousand nine hundred (19,900) ordinary shares in registered form, having a nominal value of one United State Dollar (USD 1) each (collectively the Ordinary Shares and individually, an Ordinary Share) and (ii) one hundred (100) class A tracker shares (collectively the Class A Shares and individually, a Class A Share) in registered form, having a nominal value of one United State Dollar (USD 1) each that will track the performance and returns of a particular asset or assets of the Company (the Designated Assets) which term shall be deemed to include not only the Designated Assets identified as such but also (i) the proceeds of sale of all or any part of such Designated Assets (ii) any asset which may from time to time reasonably be regarded as having replaced in whole or in part such Designated Assets including, for the avoidance of doubt, any proceeds of sale (whether in cash or otherwise) received in respect of any such Designated Assets (iii) any asset acquired in respect of, or as a consequence of owning, any such Designated Assets and (iv) any income distribution or capital distribution received by the Company in respect of, or in consequence of, owning such Designated Assets.

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced once or more by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

5.3. The Designated Assets in respect of the Class A Shares, which shall be denominated as the Class A Designated Assets are any and all shares in VIP Power S.à r.l.

5.4. The Board in its absolute discretion (but taking such advice from any auditors or any external counsel as they believe is required) shall be entitled to specify whether at the time of designation of the Class A Designated Assets or at any time thereafter, and if so the extent to which, any liabilities (including costs and expenses incurred by the Company

in whole or in part in respect of a Class A Designated Assets) assumed or incurred by the Company are properly attributable to and should be met by the Class A Designated Assets and accordingly, for the purposes of these Articles should be treated as reducing the Class A Designated Assets from time to time.

5.5. Whenever a reference is made to “shares” in these Articles, it shall indifferently comprise the Ordinary Shares and the Class A Shares, unless the context requires otherwise.”

“15.2. The shareholders shall determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of (annual or interim) dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions as follows:

(i) the holders of the Class A Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium) by each holder of Class A Shares in the Company in respect of such shares, shall be entitled to (i) any proceeds and income derived by the Company (including, without limitation, dividends, capital gains, liquidation profits, sale proceeds and any other proceeds and income) from the Class A Designated Assets, minus (ii) any costs or expenses directly related to the Class A Designated Assets, items (i) and (ii) to be determined by the Board; and

(ii) any other distributable amount (net of costs and expenses not directly related to the Class A Designated Assets) not referred to in (a) above may be distributed to the holders of the Ordinary Shares and of the Class A Shares at the time of such distribution, pro rata in accordance with the capital invested (nominal amount and, as the case may be, share premium and any allocation to any account 115 “apport en capitaux propres non-rémunérés par des titre” of the Luxembourg Standard Chart of Accounts) in respect of such shares.”

“16.2 The surplus (if any) after realization of the assets and payment of the liabilities shall be distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them. For sake of clarity, any liquidation surplus comprised in the Class A Designated Assets, after payment of the Company’s liabilities, shall be distributed amongst the holders of the Class A Shares in proportion to their respective holdings of such shares.

For the purposes of this article 16.2:

(a) any liabilities or expenses of the Company attributable to, or incurred in respect of the Class A Designated Assets shall be regarded as a reduction in the value of the assets forming part of the Class A Designated Assets; and

(b) in the event that the liabilities or expenses to be applied in reduction of the Class A Designated Assets under (a) above exceed the value of that asset, the value of that asset shall be regarded as nil for the purposes of this article 16.2.”

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company and any employee of Ipes (Luxembourg) S.A., each acting individually, to proceed in the name and on behalf of the Company with the reclassification of the existing shares of the Company into ordinary shares and class A tracker shares in the share register of the Company.

Estimate of costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand three hundred euros (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English version prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day stated above.

This deed has been read to the proxy holder of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L’an deux mille quatorze, le huitième jour du mois de janvier, par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg,

S’est tenue

une assemblée générale extraordinaire de l’associé unique (l’Assemblée) de VIP Holding S.à r.l., une société à responsabilité limitée existant et organisée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social se situe 124, boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, disposant d’un capital social de vingt mille dollars américains (USD 20.000,-) et en cours d’immatriculation au Registre de Commerce et des Sociétés (la Société). La Société a été constituée suivant un acte de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg qui n’est pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

A COMPARU

Vitol Investment Partnership Limited, une société en commandite simple constituée selon les lois de Jersey, dont le siège social est établi au 3^{ème} étage de South Tower, 29/31 Esplanade, St Helier Jersey, JE 23QA, immatriculée auprès du Registre des Sociétés de la Commission des Services Financiers de Jersey sous le numéro 114273 (l'Associé Unique), ici représenté par Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, dont l'adresse professionnelle se situe à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les formalités d'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. l'Associé Unique possède l'intégralité du capital social de la Société;

II. l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé de la manière suivante:

1. Création d'une (1) classe de parts sociales traçantes dans le capital social de la Société (i.e. les parts sociales traçantes de classe A) et conversion de cent (100) des vingt mille (20.000) parts sociales existantes de la Société en parts sociales traçantes de classe A;

2. Modification et refonte intégrale des articles 5, 15.2. et 16.2. des statuts de la Société afin de refléter le point ci-dessus;

3. Modification du registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et tout employé de lpes (Luxembourg) S.A. pour procéder pour le compte de la Société au reclassement des parts sociales existantes en parts sociales ordinaires et en parts sociales traçantes de classe A dans le registre des associés de la Société; et

4. Divers.

III. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de (i) créer une (1) classe de parts sociales traçantes dans le capital social de la Société (i.e. les parts sociales traçantes de classe A) et (ii) convertir cent (100) des vingt mille (20.000) parts sociales existantes de la Société possédées par l'Associé Unique en parts sociales traçantes de classe A.

En conséquence de la résolution ci-dessus, le capital social de la Société est divisé en (i) dix-neuf mille neuf cents (19.900) parts sociales ordinaires et (ii) cent (100) parts sociales traçantes de classe A, sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune.

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier et de reformuler intégralement les article 5, 15.2. et 16.2. qui auront désormais la teneur suivante:

Art. 5. «Capital.

5.1. Le capital social est fixé à vingt mille dollars américains (USD 20.000), représenté par (i) dix-neuf mille neuf cents (19.900) parts sociales ordinaires sous forme nominative, ayant une valeur nominale de un dollar américain (USD 1) chacune (collectivement les Parts Sociales Ordinaires et individuellement une Part Sociale Ordinaire), et (ii) cent (100) parts sociales traçantes de classe A (collectivement les Parts Sociales de Classe A et individuellement une Part Sociale de Classe A) sous forme nominative, de un dollar américain (USD 1) chacune qui traceront la performance et les rendements d'un actif en particulier ou d'actifs de la Société (les Actifs Désignés) lequel terme sera supposé comprendre non seulement les Actifs Désignés identifiés comme tels mais également (i) les produits de la vente de tous ou d'une partie de ces Actifs Désignés (ii) tout actif qui peut de temps à autre être raisonnablement considéré comme avoir remplacé en tout ou partie ces Actifs Désignés en ce compris, en tout état de cause, tous produits de la vente (soit en numéraire ou autrement) reçus en ce qui concerne ces Actifs Désignés (iii) tout actif acquis pour ce qui est ou comme conséquence de la possession de ces Actifs Désignés et (iv) toute distribution de revenu ou distribution de capital reçue par la Société pour ou en conséquence de la possession de ces Actifs Désignés.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

5.3. Les Actifs Désignés concernant les Parts Sociales de Classe A, qui seront désignés comme les Actifs Désignés de Classe A sont toute les parts sociales de la société VIP Power S.à r.l.

5.4. Le Conseil à sa discrétion absolue (mais en prenant conseil auprès de réviseurs d'entreprise ou de conseiller externe tel qu'il le juge nécessaire) pourra préciser si au moment de la désignation des Actifs Désignés de Classe A ou à tout moment après, et si tel est le cas la mesure dans laquelle toutes les dettes (y compris les coûts et dépenses encourus par la Société en tout ou partie pour un Actif Désigné de Classe A) assumées ou encourues par la Société sont correctement attribuables aux, et devraient être satisfaites par les Actifs Désignés de Classe A et par conséquent pour les besoins de ces Statuts devraient être traitées comme réduisant les Actifs Désignés de Classe A de temps à autre.

5.5. Lorsqu'il est fait une référence aux «parts sociales» dans ces Statuts, il doit indifféremment comprendre les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales de Classe A, sauf si le contexte exige le contraire.»

«15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende (annuel ou intérimaire), l'affecter à un compte de réserve ou le reporter en respectant les dispositions légales applicables de la manière suivante:

(i) les détenteurs de Parts Sociales de Classe A au moment d'une telle distribution, au prorata du capital investi (montant nominal et, le cas échéant, prime d'émission) par chaque détenteur de Parts Sociales de Classe A dans la Société pour ces parts sociales, auront droit à (i) tous produits et revenus (en ce compris, dividendes, plus-value, boni de liquidation, produits de vente et tout autre produit et revenu) dérivés par la Société des Actifs Désignés de Classe A moins (ii) tous frais ou dépenses directement liés aux Actifs Désignés de Classe A, les points (i) et (ii) étant déterminés par le Conseil; et

(ii) tout autre montant distribuable (net de frais et dépenses qui ne sont pas directement liés aux Actifs Désignés de Classe A) qui ne sont pas mentionnés au point (i) ci-dessus peut être distribué aux propriétaires des Parts Sociales Ordinaires et des Parts Sociales de Classe A au moment de cette distribution au prorata du capital investi (montant nominal et, le cas échéant, prime d'émission et sommes allouées au compte 115 "apport en capitaux propres non-rémunérés par des titres" de la charte des comptes standardisés de Luxembourg) pour ces parts sociales.

«16.2 Le boni de liquidation (s'il y en a) après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales que chacun d'entre eux possède. Dans un souci de clarté, tout boni de liquidation compris dans les Actifs Désignés de Classe A, après règlement des dettes de la Société, sera distribué parmi les propriétaires des Parts Sociales de Classe A proportionnellement à leur possession de Parts Sociales de Classe A.

Pour les besoins de cet article 16.2:

(a) toutes dettes ou dépenses de la Société attribuables aux, ou encourues pour les Actifs Désignés de Classe A seront considérées comme une réduction de la valeur des actifs constituant les Actifs Désignés de Classe A; et

(b) si les dettes et dépenses réduisant les Actifs Désignés de Classe A au point (a) ci-dessus dépassent la valeur de cet actif, la valeur de cet actif sera considérée comme nulle pour les besoins de l'article 16.2.»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de modifier le registre des associés de la Société afin d'y faire figurer les modifications ci-dessus avec pouvoir et autorité donnés à tout gérant de la Société et tout employé de Ipses (Luxembourg) S.A. pour procéder pour le compte de la Société au reclassement des parts sociales existantes en parts sociales ordinaires et en parts sociales traçantes de classe A dans le registre des associés de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge sont estimés à environ mille trois cent euros (EUR 1.300,-).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle la langue anglaise, déclare qu'à la demande de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, passé à Esch-sur-Alzette, à la date figurant en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la partie comparante, ce dernier a signé le présent acte original avec le notaire.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 14 janvier 2014. Relation: EAC/2014/791. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014039840/222.

(140045154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2014.

Jupiter Merlin Funds, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 139.274.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mars 2014.

Référence de publication: 2014041527/10.

(140048093) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2014.